

Observatoire des perspectives utopiques

3^{ème} Edition

Avec le soutien de



Mars 2022

Table des matières

Introduction	4
Une approche par les valeurs	5
• La sensibilité politique	5
• La conception d'une « vie réussie »	6
• Les valeurs à transmettre	6
• Ce qu'il manque à notre époque	7
• L'univers des représentations	8
Le positionnement par rapport aux trois systèmes utopiques	9
• Les appréciations globales	10
• Les 3 systèmes utopiques : examen de détails	13
L'utopie écologique	13
L'utopie <i>identitaire-sécuritaire</i>	15
L'utopie <i>techno-libérale</i>	17
• La porosité des préférences	19
Des « détracteurs » et des « supporters »	19
Les éléments de consensus	20
6 Visages de Français	22
Les perspectives utopiques thématiques	28
• Le rapport à la modernité	28
Le rapport à l'avenir	28
Le rapport à la science et à la technologie	29
Le rapport au progrès	30
• La perception des enjeux écologiques	31
• La perspective universaliste	32
Le rapport au cosmopolitisme	32
Le rapport à l'altérité	33
• Le rapport au social	34
Le rapport aux inégalités	34
Les opinions à l'égard du revenu universel	35
• Les aspirations en matière de vie politique	36
Le système politique idéal	36
Le désir de participation à la vie politique	36
L'association de la démocratie à la conception d'un monde idéal	37
• Le rapport à la sécurité	37
• La confiance	37
• Le rapport au modèle de développement	38
• Le rapport au travail et à l'entreprise	39

La situation professionnelle idéale -----	39
L'organisation idéale de la vie économique -----	40
Ce qui est attendu de l'entreprise et du dirigeant -----	40
• Le rapport à la consommation -----	41
Les attitudes générales à l'égard de la consommation -----	41
L'affectation d'un budget discrétionnaire -----	42
Les attitudes à l'égard de l'automobile et de l'hypermarché -----	42
La vision du commerce idéal -----	43
• Le rapport au temps -----	44
L'évaluation du rythme du changement -----	44
Le temps de travail idéal -----	44
Les aspirations en matière de temps disponible -----	45
Les vacances idéales -----	46
• Le rapport au cadre de vie -----	48
• Les dystopies -----	50

Introduction

Ce rapport présente les résultats de la troisième vague de l'*Observatoire des perspectives utopiques*. La première vague a été conduite durant le printemps 2019. Le lancement de cet Observatoire était motivé par le désir d'établir un point à date sur les idéaux des Français. Il visait en particulier à repérer l'état de consensus ou de dissensus au sein de la société française à l'égard de différents modèles de société portés par des courants de pensée et des mouvements sociaux et, plus modestement, à l'égard des thématiques plus spécialisées. Une deuxième vague – concentrée sur le cœur du questionnaire – a été lancée en juin 2020, à la sortie du premier confinement, l'objectif étant d'observer dans quelle mesure l'expérience sidérante que venaient de partager les Français avait pu modifier leur rapport au monde. Nous avons alors constaté une légère progression de l'adhésion à la société idéale écologique, en résonance avec les propos couramment tenus alors sur le « monde d'après » qui aurait tiré les leçons de la crise et accéléré sa transition écologique. Début 2022, alors que l'essentiel de la population est vacciné, le spectre de pandémie ravageuse s'est éloigné et les experts se mettent à évoquer la fin du tunnel. Même si le nombre quotidien de contaminations atteint alors des sommets, les hospitalisations et la mortalité dues au virus semblent contenues. En dépit de la mise en place du passe sanitaire, puis du passe vaccinal, la population pour l'essentiel semble avoir appris à « vivre avec », et la vie (économique, culturelle, sociale...) a repris un cours normal ou presque. A l'approche de la campagne pour l'élection présidentielle, il nous a paru opportun, avec nos partenaires – l'Ademe et BPI France – de lancer une nouvelle vague de l'*Observatoire* (dans sa version initiale intégrale) pour observer dans quelle mesure les quelques deux ans et demi de crise sanitaire que nous avons traversés ont pu altérer nos idéaux et nos aspirations.

Le terrain de l'enquête s'est déroulé entre le 1^{er} et le 11 février 2022, sur un échantillon de 4000 personnes représentatives de la population métropolitaine âgée de 18 à 75 ans.

Le présent rapport reprend l'architecture de celui de 2019. Après une première approche des idéaux des Français à partir des valeurs auxquelles ils adhèrent, il livre une analyse détaillée des positions des Français à l'égard de trois modèles de « société idéale » qui leur ont été présentés. La troisième partie porte sur l'approfondissement de certains points ou le traitement de questions complémentaires au travers du traitement des opinions des Français à l'égard d'un certain nombre de « perspectives utopiques » thématiques. Le rapport se conclut par l'observation du rapport des Français à l'égard de dystopies qui leur ont été présentées. Pour chaque point abordé, les évolutions par rapport à la situation d'avant-crise sanitaire (la vague 2019 de l'*Observatoire*) seront présentées, de même que les principaux clivages apparaissant au sein de la population.

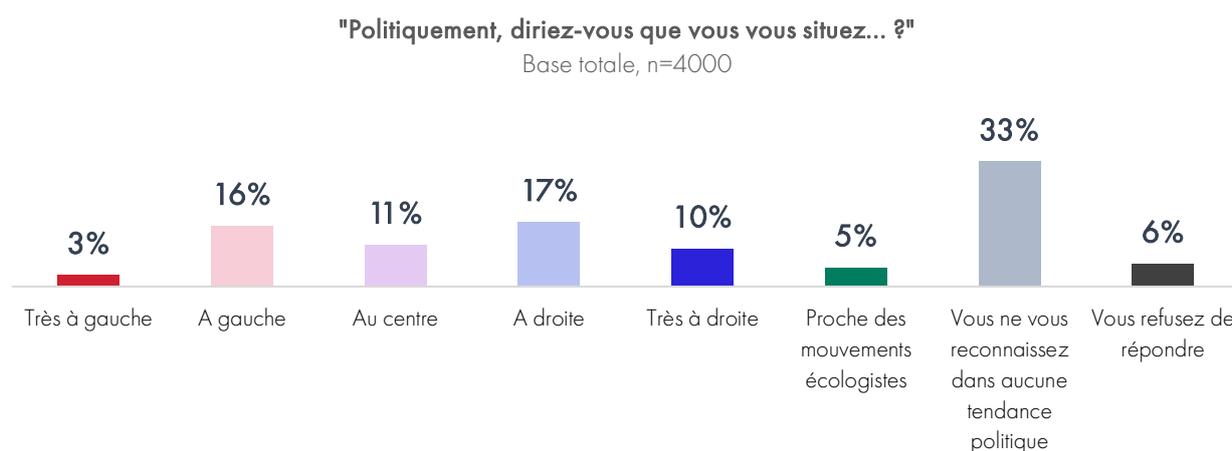
Une approche par les valeurs

Avant d'entrer de plain-pied dans la manière dont les Français se représentent une société idéale, nous allons aborder les valeurs auxquelles ils se montrent sensibles. L'exploration du registre des valeurs dans le cadre d'une enquête quantitative est une tâche complexe que nous avons souhaité aborder en combinant différents angles d'attaque. Le premier est celui de la sensibilité politique, en tant qu'elle est supposée exprimer de manière compacte une certaine vision de la société et des changements souhaités ainsi qu'un rapport au monde. Ensuite, les valeurs sont approchées, plus directement, en demandant aux Français interrogés d'exprimer leur conception d'une vie réussie et de désigner les valeurs qu'ils souhaiteraient pouvoir transmettre à leur descendance. Enfin, une approche plus indirecte a consisté à les faire réagir à une liste de mots.

— La sensibilité politique

La sensibilité politique des répondants a été approchée de manière générale en leur demandant de se situer sur un nuancier allant du « très à gauche » au « très à droite », en passant par la proximité avec les mouvements écologistes. Ils pouvaient également choisir « *vous ne vous reconnaissez dans aucune tendance politique* » ou refuser de répondre.

Sur cette base, notre échantillon se répartit de la manière suivante :



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

La répartition des Français interrogés entre ces différentes sensibilités a peu changé par rapport à 2019. On décèle un léger mouvement vers la droite, les parts de répondants se déclarant « à droite » et « très à droite », à 26 % au total, ayant progressé chacune de 2 points, qui semblent être pris pour l'essentiel sur le contingent des répondants disant ne se reconnaître dans aucune tendance politique, qui passe de 36 % à 33 % du total. Le poids de ces derniers demeure plus élevé chez les femmes (37 %) que chez les hommes (28 %) et tend à diminuer avec le niveau de diplôme et la CSP. Il atteint 40 % auprès de demandeurs d'emploi et 51 % chez les autres personnes sans activité professionnelle (hors étudiants et retraités).

Le questionnaire de l'enquête aborde également la position des répondants par rapport au mouvement des « gilets jaunes » ainsi que par rapport au passe sanitaire.

21 % des répondants se déclarent « gilets jaunes ». Parmi eux, seulement 4 % affirment avoir participé à la mobilisation. 39 % ne se considèrent pas comme « gilets jaunes » mais disent soutenir tout ou partie de leurs revendications. Les « gilets

jaunes » et leurs soutiens représentent donc 60 % de la population française, soit une proportion quasi-identique à celle mesurée en 2019 (une partie des « gilets jaunes » n'ayant pas pris part à la mobilisation a cependant glissé dans le camp des « soutiens »). Les personnes « *ne soutenant pas le mouvement des « gilets jaunes »* » ne représentent que 31 % de la population. Politiquement, les « gilets jaunes » sont surreprésentés à la fois « très à gauche » et « très à droite », mais c'est « à gauche » et parmi les personnes ne se reconnaissant dans aucune tendance politique que l'on trouve les plus grosses proportions (respectivement 20 % et 31 % du total).

51 % des Français interrogés se déclarent favorables au passe sanitaire (dont 23 % « très favorables »), quand 39 % y sont opposés. Même constat de surreprésentation des extrêmes parmi les opposants au passe sanitaire, mais on observe également une surreprésentation, plus modeste, des personnes « proches de mouvements écologistes » ou affirmant ne se reconnaître dans aucune tendance. Le poids des partisans du passe atteint 65 % « à droite » et 74 % « au centre ».

Les populations des « gilets jaunes » et des opposants au passe sanitaire se recouvrent sans se confondre. Un peu moins de 60 % des personnes se disant « gilets jaunes » sont opposées au passe sanitaire, comme 45 % de leurs soutiens, mais seulement 21 % de leurs opposants.

— La conception d'une « vie réussie »

A la question « *pour vous personnellement, qu'est-ce qui résume le mieux une vie réussie ?* », 44 % des Français interrogés ont retenu en premier ou en deuxième choix « *l'épanouissement personnel, la réalisation de soi* » parmi les 11 propositions qui leur étaient faites. « *L'aisance financière et le confort matériel* » se classe en deuxième position, assez loin derrière avec 27 %, devant « *la multiplication des sources de plaisir et la limitation des peines et des souffrances* » (23 %) et « *la paix intérieure* » (22 %).

La hiérarchie des items est identique à celle observée en 2019. Mais le vécu de l'expérience de la crise sanitaire a renforcé significativement l'avantage dont bénéficiait déjà « *l'épanouissement personnel, la réalisation de soi* » (+5 points) et, dans une moindre mesure, « *l'aisance financière, le confort matériel* » (+2 points). « *Une vie en harmonie avec la nature* », à 14 %, a perdu 2 points.

Dans le détail, des changements significatifs sont intervenus. La propension des femmes à mettre en avant l'épanouissement personnel, déjà plus forte que celle des hommes en 2019, s'est encore renforcée (49 % en cumul des deux choix vs 39 % pour les hommes). Forte poussée également de cet item parmi les 25-65 ans, mais son poids, qui est proche de 50 % chez les moins de 45 ans, demeure en retrait à partir de 45 ans. L'aisance financière a sensiblement progressé chez les 18-24 ans (de 27 % à 34 %), alors que la vie en harmonie avec la nature a reculé chez les moins de 35 ans.

— Les valeurs à transmettre

Les Français interrogés affichent des positions plutôt hétérogènes concernant les valeurs qu'ils souhaiteraient pouvoir transmettre à leur descendance. « *Le respect des règles morales* » arrive en tête mais n'a été retenu en premier ou second choix que par seulement 32 % des répondants (mais jusqu'à 42 % chez les 65-75 ans pour 22 % chez les 18-24 ans). Arrivent ensuite, au coude-à-coude, « *le respect de la nature* » (27 %) et « *le goût du savoir et de la connaissance* » (26 %, mais jusqu'à près de 40 % chez les Bac+5 ou plus et les CSP+). « *La solidarité avec les autres* » et « *le goût de l'effort* » sont les deux seules autres valeurs qui rassemblent plus de 20 % des répondants, avec un clivage important par rapport à la position sur l'échiquier politique et sur le plan de l'âge, la solidarité étant davantage prisée chez les jeunes, le goût de l'effort chez les plus âgés.

La comparaison avec les résultats de 2019 révèle une grande stabilité. Seule « *la solidarité avec les autres* » connaît une variation significative, avec un gain de 3 points. La progression est particulièrement forte parmi les jeunes de moins de 35 ans.

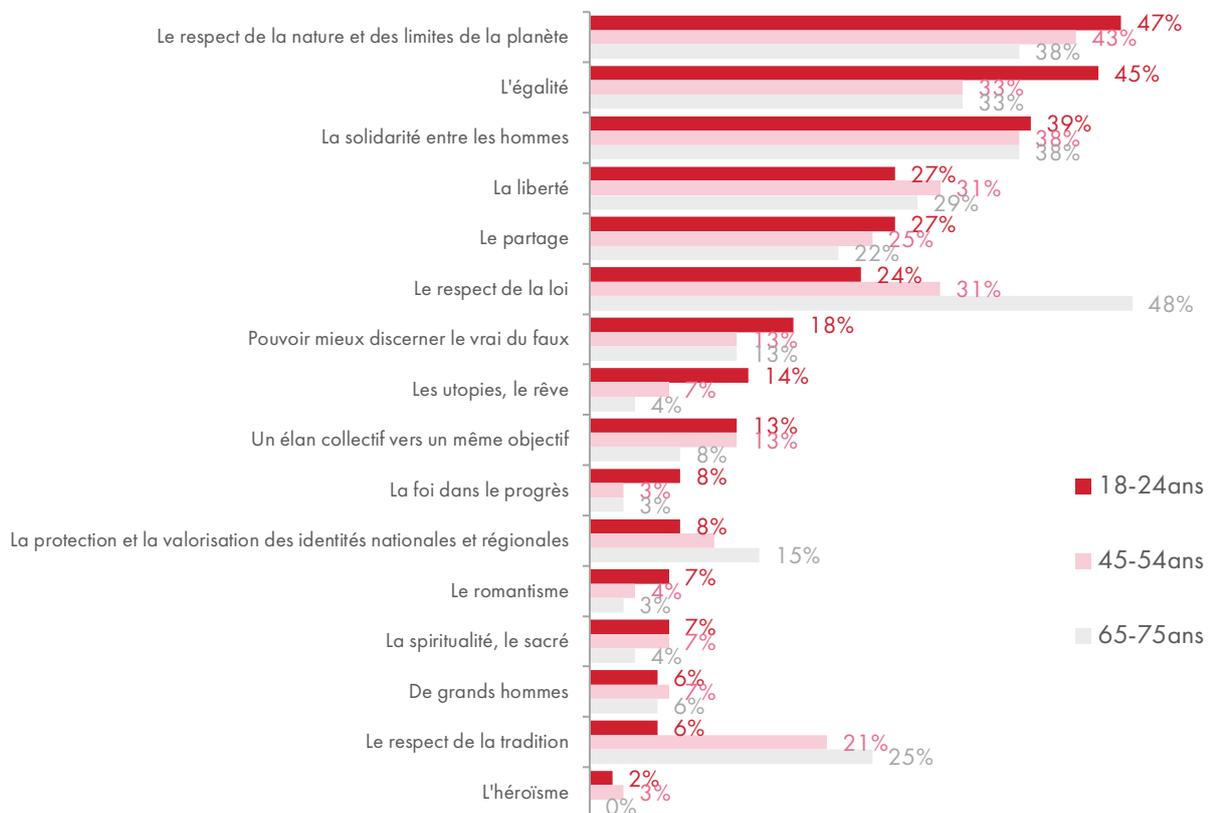
Ce qu'il manque à notre époque

L'appréhension des valeurs auxquelles les Français sont attachés a également été conduite au travers d'une question relative à ce qui manquerait à notre époque et que le répondant souhaiterait voir se développer. Trois choix étaient possibles parmi les 17 items proposés.

Les réponses témoignent, là aussi, d'une forte hétérogénéité. En première position, « *le respect de la nature et des limites de la planète* » a été retenu par 44 % des répondants. C'est davantage le cas chez les jeunes, les élèves et étudiants en particulier (56 %). « *La solidarité entre les hommes* » est en deuxième position avec 38 %, devant « *l'égalité* » (34 %) et « *le respect de la loi* » (33 %). Le choix de ce dernier item est très clivé selon l'âge des répondants, (de 24 % chez les 18-24 ans à 48 % chez les 65-75 ans). Les jeunes se montrent à l'inverse particulièrement sensibles à l'égalité (45 % chez les 18-24 ans). « *La liberté* » a été retenue par 30 % des répondants, mais par plus de 40 % de ceux se déclarant « gilets jaunes ». Relevons que « *la protection et la valorisation des identités nationales et régionales* » ne recueille que 11 % des suffrages.

Selon vous, qu'est-ce qui manque le plus à notre époque et que vous aimeriez voir se développer ?

Sous-total « en premier » + « en deuxième » + « en troisième » / Base totale, n=40000



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

« *La liberté* » a progressé de 6 points par rapport à 2019, conséquence probable des restrictions de liberté qui ont accompagné la crise sanitaire. On note également une progression de 2 points de « *la solidarité entre les hommes* » et de 3 points du « *partage* ». Parallèlement, « *le respect de la loi* » et « *le respect de la tradition* » gagnent aussi 2 points.

L'univers des représentations

28 mots ont été présentés aux personnes ayant participé à l'enquête, qui étaient invitées à les noter de -5 à +5 « *selon ce qu'ils évoquent chez vous lorsque vous pensez à un monde idéal* ». Nous ne reprenons ici qu'un sous-ensemble des mots testés, laissant de côté ceux se rapportant plus directement à des thèmes qui seront abordés dans la suite de ce rapport.

Les résultats confortent les constats réalisés plus haut. « *Nature* » et « *Naturel* » sont les mots qui ont été les mieux évalués, près de 60 % des répondants leur ayant donné une note supérieure ou égale à +3. La note moyenne associée à ces 2 mots a progressé de 2 dixièmes de points par rapport à 2019. Le contraste est fort avec l'évaluation du mot « *Industriel* » qui souffre d'une moyenne négative. On retrouve ensuite l'orientation en faveur de la solidarité, au travers de l'évaluation très favorable dont bénéficient les mots « *Partage* » et « *Collectif* », dont la moyenne est en progression d'un dixième. A l'inverse « *Individuel* » est associé à une note négative. Enfin, « *Proximité* », « *Sécurité* » et « *Tradition* » sont également des mots évalués globalement de manière positive.

Dans le détail, il apparaît que les jeunes de moins de 35 ans évaluent plus positivement encore que la moyenne les mots « *Nature* », « *Naturel* », « *Partage* » et « *Collectif* », les plus de 55 ans le mot « *Tradition* ». Les 65-75 ans évaluent en moyenne positivement « *Individuel* » et « *Industriel* ». Le terme « *Proximité* » apparaît comme une notion beaucoup plus consensuelle. On compte une proportion croissante de supporters avec le niveau de diplôme.

	Détracteurs (% notes ≤ - 3)	Supporters (% notes ≥ +3)	Notes moyennes	Ecart / 2019
Nature	2%	65%	3	+0,2
Naturel	2%	59%	2,7	+0,2
Partage	3%	50%	2,2	+0,1
Écologie	5%	48%	2,1	0
Sécurité	8%	46%	1,8	-0,1
Proximité	2 %	38 %	1,8	+0,2
Tradition	4%	40%	1,7	+0,1
Collectif	4%	37%	1,7	+0,1
Loi	6%	34%	1,4	0
Industriel	15%	11%	-0,1	0
Individuel	14%	11%	-0,1	0

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

Comme on pouvait l'attendre, la manière dont les répondants ont évalué ces mots est très liée à leur position sur l'échiquier politique. Par exemple, « *Partage* » compte près de 2/3 de supporters parmi les répondants positionnés « très à gauche », « à gauche » ou « proches des mouvements écologistes », mais seulement 33 % parmi ceux se situant « très à droite » et 31 % parmi ceux qui ont refusé de répondre. « *Tradition* » réunit plus de 50 % de supporters parmi les répondants « à droite » ou « très à droite », mais près de 40 % de détracteurs chez ceux qui se situent « très à gauche » ou « proches des mouvements écologistes ».

Le positionnement par rapport aux trois systèmes utopiques

Trois « systèmes utopiques », trois modèles de société, ont été soumis à l'évaluation des répondants. Ces trois systèmes utopiques sont ceux qui nous avons définis en 2019 avec nos partenaires, sur la base de ce qui nous semblait être porté par des mouvements sociaux, des leaders d'opinion, voire des courants politiques :

- L'utopie *écologique* évoque une organisation de l'économie et de la société tendue vers l'équilibre et la sobriété. Répondant en premier lieu à l'impératif écologique, elle s'accompagne de modes de vie et de consommation que l'on pourrait résumer par la formule « moins mais mieux ».
- L'utopie *identitaire-sécuritaire* campe une société nostalgique d'un passé révolu, soucieuse de préserver son identité et sa singularité face aux influences étrangères, qu'elles viennent d'une mondialisation économique et institutionnelle ou de l'arrivée de nouvelles populations. Ici, clairement, la difficulté à se projeter dans l'avenir favorise la recherche d'idéaux dans un passé réinventé, un supposé âge d'or qui prend alors les traits d'une utopie.
- L'utopie *techno-libérale* enfin qui, s'inscrivant dans une trajectoire hypermoderne, décrit une société dans laquelle priment les valeurs individualistes et la reconnaissance des droits individuels, bénéficiant d'une croissance forte (mais génératrice d'inégalités) grâce à la vigueur d'un progrès technique débridé allant jusqu'à augmenter l'humain, selon une perspective transhumaniste.

Chacun de ces trois systèmes utopiques, sans être nommé, a été présenté sous la forme d'une quinzaine de propositions qui en décrivaient les différentes facettes (économiques, politiques, relatives aux modes de vie...), en tentant d'équilibrer les points pouvant être perçus comme positifs par des contreparties négatives. La question était formulée de la manière suivante : « Voici la description d'une société idéale. Veuillez noter de -5 à +5 chacune de ses caractéristiques [les 15 propositions apparaissant une à une à l'écran selon un ordre aléatoire] en fonction de votre degré d'adhésion (-5 = vous rejetez radicalement le point concerné. +5 vous adhérez totalement au point concerné. Les notes intermédiaires vous permettent de nuancer votre jugement (0 = neutre). Attention, il ne s'agit pas de porter un jugement sur la crédibilité des propositions, mais sur la mesure dans laquelle elles correspondent à ce que vous souhaitez pour l'avenir ».

A l'issue de la présentation des 15 propositions, les répondants ont été invités à « donner une note de -5 à +5 selon l'intensité de votre désir de vivre dans la société qui vient d'être décrite ».

— Les appréciations globales

La comparaison de la moyenne des notes globales données par les répondants à chacun des trois systèmes utopiques met les utopies *écologique* et *identitaire-sécuritaire* au coude-à-coude, alors que l'utopie *techno-libérale* affiche une moyenne négative.

Moyenne des notes globales attribuées aux trois systèmes utopiques

(Base totale, 18-75 ans n=3874)

Utopie <i>écologique</i>	+1,6
Utopie <i>identitaire-sécuritaire</i>	+1,3
Utopie <i>techno-libérale</i>	-0,3

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

Une autre manière d'appréhender la hiérarchie des préférences entre les trois systèmes utopiques est de considérer la moyenne des notes données à chacune des 15 propositions. Cette mesure présente l'avantage de prendre en considération l'évaluation par les répondants de chacune des caractéristiques des sociétés idéales qui leur étaient présentées. Les résultats sont cependant très proches de ceux obtenus sur la base de la note globale.

Moyenne des notes par propositions attribuées aux trois systèmes utopiques

(Base totale, 18-75 ans n=3874)

Utopie <i>écologique</i>	+1,5
Utopie <i>identitaire-sécuritaire</i>	+1,3
Utopie <i>techno-libérale</i>	-0,4

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

La comparaison avec les vagues précédentes de l'enquête¹ révèle que les notes moyennes en 2022 sont revenues à un niveau très proche de celui d'avant-crise, en 2019. L'utopie *écologique* a perdu un dixième de point. Elle efface ainsi la progression significative observée en 2020 mais demeure en tête ; l'utopie *techno-libérale* recule de deux dixièmes. L'utopie *identitaire-sécuritaire* progresse d'un dixième.

¹ La vague 2019 de l'enquête a porté sur un échantillon représentatif des Français de 18 à 70 ans. Afin de rendre les résultats comparables, les résultats relatifs aux vagues 2020 et 2022, portant sur la population des 18-75 ans, ont été recalculés en excluant les répondants âgés de 71 à 75 ans.

Moyennes des notes moyennes attribuées aux propositions des trois systèmes utopiques

	2019 <i>(Base totale, n=2000)</i>	2020 <i>(Base 18-70 ans, n=1888)</i>	2022 <i>(Base 18-70 ans, n=3668)</i>
Utopie <i>écologique</i>	+1,6	+1,9	+1,5
Utopie <i>identitaire-sécuritaire</i>	+1,2	+1,4	+1,3
Utopie <i>techno-libérale</i>	-0,2	-0,3	-0,4

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

Cette approche par les notes moyennes ne permet pas de saisir comment les préférences des Français se répartissent entre ces trois systèmes utopiques. La répartition des répondants selon la valeur de la note globale donnée à chacun des systèmes utopiques² fait apparaître une hiérarchie nettement plus marquée, l'utopie *écologique* captant la préférence de près d'un Français sur deux. Avec 40 %, l'utopie *identitaire-sécuritaire* suit, alors que seulement 11 % des répondants ont affirmé une préférence pour l'utopie *techno-libérale*.

Répartition des répondants selon le système utopique le mieux noté sur la base de la note globale
(Base totale, 18-75 ans n=3874)

Utopie <i>écologique</i>	49,7 %
Utopie <i>identitaire-sécuritaire</i>	39,6 %
Utopie <i>techno-libérale</i>	10,7 %

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

Comme précédemment, la prise en compte des notes données à chacune des propositions offre une appréhension plus nuancée des préférences. Cette approche conduit à une répartition des Français entre les trois systèmes utopiques très proche de la précédente. L'utopie *écologique* dépasse le seuil symbolique de 50 %.

Répartition des répondants selon le système utopique le mieux noté sur la base de la moyenne des notes par proposition
(Base totale, 18-75 ans n=3874)

Utopie <i>écologique</i>	51,0%
Utopie <i>identitaire-sécuritaire</i>	38,7 %
Utopie <i>techno-libérale</i>	10,7 %

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

² Les ex-aequo ont été départagés sur la base des moyennes des notes données aux 15 propositions relatives à chacun des systèmes utopiques.

Là aussi, la comparaison avec la répartition des préférences observées en 2019 révèle une remarquable stabilité. L'utopie *écologique* retrouve très exactement son score de 2019 après la progression notable de 2020. L'adhésion à l'utopie *identitaire-sécuritaire* gagne huit dixièmes, pris sur l'utopie *techno-libérale*.

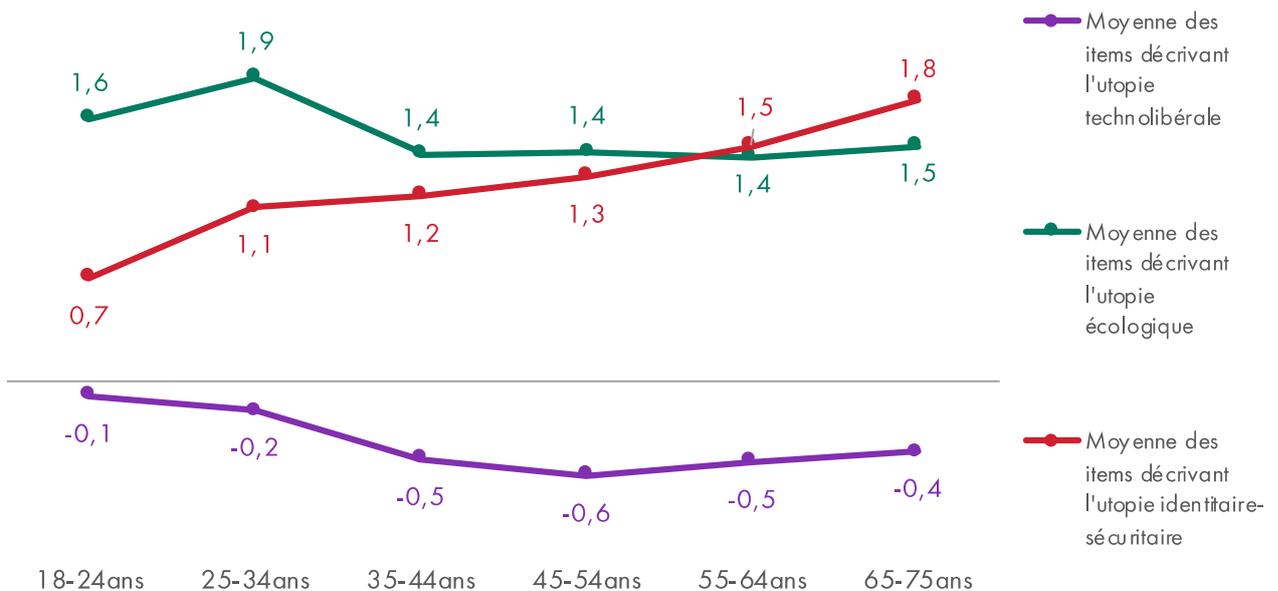
**Évolution de la répartition des répondants
selon le système utopique le mieux noté sur la base de la moyenne des notes par proposition**

	2019 <i>(Base totale, n=2000)</i>	2020 <i>(Base 18-70 ans, n=1888)</i>	2022 <i>(Base 18-70 ans, n=3668)</i>
Utopie <i>écologique</i>	51,6 %	53,7 %	51,6 %
Utopie <i>identitaire-sécuritaire</i>	36,9 %	37,0 %	37,7 %
Utopie <i>techno-libérale</i>	11,5 %	9,4 %	10,3 %

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

Les préférences par rapport aux trois systèmes utopiques sont fortement liées à l'âge. Le pourcentage de répondants ayant affiché une préférence (moyenne des notes données aux propositions) pour l'utopie *écologique* diminue régulièrement et sensiblement avec l'âge. Le même constat s'applique, mais de manière moins marquée, à l'utopie *techno-libérale*. A l'inverse, la préférence pour l'utopie *identitaire-sécuritaire* est fortement croissante avec l'âge. Le lien entre l'âge des répondants et leurs préférences à l'égard des trois systèmes utopiques s'est renforcé par rapport à la vague de 2019. Ainsi, ce sont désormais 63 % des moins de 35 ans qui affichent une préférence pour l'utopie *écologique*, contre 55 % en 2019. A l'inverse, le poids des partisans de ce système utopique chez les 65-70 ans est passé de 47 % à 42 %.

Voici la description d'une sorte de société idéale.
Veuillez noter de -5 à +5 chacune de ses caractéristiques en fonction de votre degré d'adhésion
moyenne des notes données aux propositions correspondantes à chaque système utopique
Base totale, n=4000



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

Le lien avec les autres variables sociodémographiques est généralement moins marqué. Notons toutefois que la préférence pour l'utopie *écologique* est croissante avec le niveau de diplôme, à l'inverse de la préférence pour l'utopie *identitaire-sécuritaire*, ce que l'on retrouve de manière moins nette tout de même avec la CSP alors que l'on peine à observer une relation franche avec le niveau de vie du foyer. On notera un recul significatif de la proportion de partisans de l'utopie *écologique* parmi les CSP intermédiaires, qui passe de 60 % en 2019 à 51 % en 2022, au profit de l'utopie *identitaire-sécuritaire* (de 32 % à 40 %). De même, les répondants associés à la tranche la plus élevée de contrainte budgétaire sont nombreux à avoir déserté l'utopie *techno-libérale*, au profit principalement de l'utopie *écologique*.

Davantage que les variables sociodémographiques, ce sont bien les valeurs des répondants qui se révèlent très liées au choix d'un modèle de société. Près des trois quarts des personnes se disant « à gauche » ou « très à gauche » affichent une préférence pour l'utopie *écologique*, au détriment de l'utopie *identitaire-sécuritaire*. Sans surprise, la préférence pour l'utopie *écologique* s'élève jusqu'à plus de 80 % parmi les personnes se disant « proches des mouvements écologistes » qui sont par ailleurs très peu nombreuses à se reconnaître dans l'utopie *techno-libérale*. L'utopie *identitaire-sécuritaire* est le modèle de société préféré d'une large majorité de répondants se situant « à droite » ou « très à droite », au détriment de l'utopie *écologique*. La comparaison avec les résultats de 2019 révèle des évolutions intéressantes. Le niveau d'adhésion à l'utopie *écologique* des personnes « très à gauche » est en repli au profit de l'utopie *identitaire-sécuritaire*, dont le poids des partisans passe de 5 % à 12 %. Le même mouvement s'observe « à droite » et « très à droite ». A l'inverse, le niveau d'adhésion à l'utopie *écologique* augmente « à gauche » (au détriment de l'utopie *techno-libérale*).

On observe également que l'utopie *identitaire-sécuritaire* séduit une majorité des répondants affichant un système de valeurs orienté soit vers la morale et la tradition, soit vers l'autonomie et le développement personnel. La préférence pour l'utopie *écologique* concerne près des deux tiers des répondants dont le système de valeurs est orienté soit vers la sociabilité et la solidarité, soit vers le lien avec la nature. La préférence pour l'utopie *techno-libérale* est surreprésentée, tout en demeurant à un niveau modeste, chez les personnes à orientation matérialiste.

— Les 3 systèmes utopiques : examen de détails

Examinons maintenant la position des Français interrogés à l'échelle des propositions descriptives de chacun des trois systèmes utopiques.

L'utopie *écologique*

L'ensemble des propositions relatives à l'utopie *écologique* bénéficie d'une moyenne positive. Seules 4 propositions réunissent plus de 10 % de détracteurs (notes inférieures ou égales à -3) sans jamais dépasser 13 %. Ces données confirment le caractère relativement consensuel de l'utopie *écologique*.

5 propositions se distinguent par une note moyenne qui dépasse le seuil de +2. Il est frappant de constater que 4 d'entre elles, occupant les 4 premières positions, renvoient en tout ou partie aux modalités de la consommation : consommer local, moins mais mieux, sur le mode du collaboratif et de la mutualisation, avec un large recours au « faire soi-même ». A l'autre extrémité du spectre, les propositions les moins bien notées partagent d'être porteuses de restrictions sur les modes de vies ou de consommation : la priorité donnée à l'habitat collectif et la tendance à la baisse de la surface des logements, la réduction du temps de travail accompagnée d'une baisse des rémunérations, et le recul des libertés individuelles au travers de lois ou d'une fiscalité visant à orienter les comportements en faveur d'une réduction des impacts.

« Voici la description d'une sorte de société idéale.

Veuillez noter de -5 à +5 chacune de ses caractéristiques en fonction de votre degré d'adhésion »

Moyenne des notes – Base totale, n=1 888

Items décrivant l'utopie <i>écologique</i>	2022	2020	2019	Évolution 2022/2019
Une part importante de ce qui est consommé est produite localement par de petites entreprises. L'économie et l'emploi se relocalisent et les territoires sont redynamisés	2,5	2,8	2,4	+0,1
Les standards de vie évoluent vers moins de consommation d'objets, vers moins de quantité mais plus de qualité	2,2	2,5	2,1	+0,1
Les activités domestiques (faire soi-même : cuisine, bricolage, jardinage, réparation, entretien...) prennent une part importante du temps disponible	2,1	2,4	2,0	+0,1
Face au défi environnemental, la priorité a été donnée à la sauvegarde de la planète en changeant le modèle de développement. Les politiques publiques visent moins la croissance économique que le bien-être social et la protection de l'environnement	2,0	2,3	2,0	0
La consommation est de plus en plus fondée sur la mutualisation ou le partage d'équipements et de ressources, les échanges entre particuliers, le « faire soi-même », l'occasion, le recyclage...	2,1	2,3	2,0	+0,1
La croissance des grandes métropoles a été stoppée. Une part croissante de la population vit dans des villes petites ou moyennes	1,9	2,1	1,9	0
La ville est organisée de manière à limiter les déplacements. Beaucoup d'activités se font à proximité du domicile. La mobilité automobile est largement découragée au profit des mobilités douces (marche, vélo...)	1,7	2,1	1,8	-0,1
Une partie importante des décisions politiques sont prises à l'échelle locale avec la participation des citoyens	1,8	2,1	1,7	+0,1
La transition écologique est financée pour une grande part par la taxation du carbone et des mouvements financiers	1,5	2,0	1,4	+0,1
La richesse est mieux distribuée et les inégalités sont faibles	1,5	1,8	1,5	0
Des limites ont été mises à la libre circulation des marchandises et des hommes dans le monde afin de réduire les dommages environnementaux causés par les transports	1,3	1,7	1,4	-0,1
L'alimentation est à 80 % bio et fournie en circuit court dans le respect des saisons. La consommation des protéines végétales est encouragée au détriment de la consommation de viande	1,4	1,7	1,6	-0,2

Items décrivant l'utopie <i>écologique</i>	2022	2020	2019	Évolution 2022/2019
Les pratiques de consommation collaborative sont organisées dans un cadre associatif ou mutualiste local, réglementé dans le sens de la gestion collective des biens communs	1,3	1,6	1,4	-0,1
Par la loi et la fiscalité, l'Etat oriente les comportements individuels dans le sens de la protection de l'environnement et du bien commun, limitant parfois les libertés individuelles	0,6	1,1	0,9	-0,3
Le temps de travail a été réduit de manière significative, ce qui a permis de recréer des emplois en partageant le travail mais en réduisant le niveau des rémunérations	0,5	0,9	0,5	0
Pour limiter la consommation d'espace et préserver les terres agricoles et les forêts, l'habitat collectif se réinvente et se substitue à la maison individuelle. La surface de logement par habitant tend à se réduire	0,4	0,7	0,6	-0,2

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

La comparaison avec la situation d'avant-crise révèle une étonnante stabilité des résultats, la plupart des variations observées étant nulles ou limitées à un ou deux dixièmes de point en plus ou en moins. La plus forte variation porte sur la proposition relative à la limitation des libertés individuelles afin de favoriser les comportements responsables, avec une moyenne qui recule de +0,9 à +0,6.

Finalement, les variations sont ici encore sensiblement plus fortes lorsque c'est l'année 2020 qui sert de base de comparaison. Cette année-là, à la sortie du premier confinement, la moyenne enregistrée par de nombreuses propositions avait montré une progression significative. Le retour à des modes de vie presque normaux a rapproché de la situation d'avant-crise.

L'utopie *identitaire-sécuritaire*

Toutes les propositions relatives à l'utopie *identitaire-sécuritaire*, sauf une, sont créditées d'une moyenne positive. Fait exception : « L'adoption et la procréation médicalement assistée sont strictement réservées aux couples composés de personnes des deux sexes », qui réunit 34 % de détracteurs (notes inférieures ou égales à -3). Trois propositions atteignent le seuil de +2.

Les variations par rapport à 2019 sont modestes et sont globalement en retrait par rapport à celles relevées en 2020. Les propositions à connotation souverainiste sont en progression (mais perdent du terrain par rapport à 2020). On notera que l'ensemble des propositions qui affichent un recul par rapport à 2019 sont relatives aux populations d'origine étrangère, témoignant d'un (modeste) repli de l'adhésion à la dimension xénophobe de ce système utopique.

« Voici la description d'une sorte de société idéale.

Veuillez noter de -5 à +5 chacune de ses caractéristiques en fonction de votre degré d'adhésion »

Moyenne des notes – Base totale, n=1 888

Items décrivant l'utopie <i>identitaire-sécuritaire</i>	2022	2020	2019	Évolution 2022/2019
La recherche et l'innovation sont encouragées par l'Etat pour assurer l'autonomie de la France sur les technologies clé de demain	2,0	2,2	1,7	+0,3
Le gouvernement adopte des mesures visant à permettre au maximum de foyers d'être propriétaires de leur logement	2,0	2,2	1,8	+0,2
Le gouvernement a adopté des lois qui alourdissent les peines à l'encontre des délinquants	2,0	2,0	1,9	+0,1
Le gouvernement a mis fin aux excès de la mondialisation en rétablissant un meilleur contrôle des frontières	1,2	1,8	1,0	+0,2
Le gouvernement a mis en place une politique qui favorise les petits commerces indépendants de centre-ville au détriment des grandes surfaces de périphérie	1,6	1,8	1,4	+0,2
Les populations d'origine étrangère sont invitées à adopter rapidement les us et coutumes de la culture nationale, au niveau de la langue, du respect des usages du savoir-vivre, des modes vestimentaires...	1,5	1,7	1,7	-0,2
La protection du patrimoine naturel et culturel national est une des premières priorités de l'Etat	1,5	1,6	1,4	+0,1
Les effectifs de police ont été fortement augmentés pour renforcer la sécurité	1,7	1,6	1,6	+0,1
La construction européenne évolue vers moins de politiques communes décidées à Bruxelles et davantage de coopération entre les nations sur une base volontaire	1,4	1,6	1,4	+0,2
Les consommateurs sont incités à acheter de manière privilégiée des produits français en taxant fortement les importations	1,3	1,5	1,1	+0,2
Le flux d'entrée des immigrés est très fortement réduit, et limité aux réfugiés en mesure de justifier la demande du droit d'asile	1,0	1,5	1,1	-0,1
La France renforce la protection douanière à l'encontre des pays à bas salaires afin de favoriser la production nationale	1,0	1,3	0,9	+0,1
La protection sociale (assurance maladie, chômage, aide au logement...) est réformée : elle vise en priorité les personnes d'origine française et les bénéficiaires sont davantage contrôlés	1,1	1,2	1,2	-0,1

Items décrivant l'utopie <i>identitaire-sécuritaire</i>	2022	2020	2019	Évolution 2022/2019
Tous les membres de la société doivent adopter les normes et les valeurs communes issues de la tradition et réserver à la sphère privée l'expression de leurs différences (ethniques, religieuses, sexuelles...)	1,0	1,0	1,3	-0,3
Afin de protéger la culture française, le gouvernement a renforcé les obligations pour les médias de diffusion de films, fictions, artistes... français et s'exprimant en français	0,2	0,4	0,3	-0,1
L'adoption et la procréation médicalement assistée sont strictement réservées aux couples composés de personnes des deux sexes	-0,9	-0,9	-0,7	-0,2

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

L'utopie *techno-libérale*

Seulement 5 propositions relatives au système utopique techno-libéral bénéficient d'une moyenne positive. Avec une moyenne à +1,6, « *chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...)* » se détache nettement. Deux propositions évaluées positivement en moyenne portent sur l'organisation politique, ce qui témoigne d'un désir de desserrement de l'action de l'Etat et d'une plus grande participation des citoyens.

Les propositions relatives à l'action de la technologie sur l'humain sont celles qui sont les plus sévèrement évaluées.

9 des propositions relatives à l'utopie *techno-libérale* affichent des moyennes en baisse par rapport à 2019. Les baisses les plus sensibles (3 ou 4 dixièmes) partagent de mettre en avant le rôle de la technologie dans la vie de la cité : poids dans l'économie et la consommation des géants du numérique, remplacement de matières naturelles par des matières artificielles, dynamique d'allongement de la vie tendant vers l'immortalité... Deux propositions qui affichaient une moyenne positive (de justesse) en 2019 basculent dans le négatif en 2022 : la conquête et l'exploitation de l'espace et la mise en place d'institutions mondiales régulant l'approfondissement de la mondialisation.

« Voici la description d'une sorte de société idéale.

Veillez noter de -5 à +5 chacune de ses caractéristiques en fonction de votre degré d'adhésion »

Moyenne des notes – Base totale, n=1888

Items décrivant l'utopie <i>techno-libérale</i>	2022	2020	2019	Evolution 2022/2019
Chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...)	1,6	2,2	1,4	+0,2
Les décisions politiques sont prises par des élus conseillés par des experts, ayant recours régulièrement à des référendums par voie numérique	0,5	1,0	0,5	0
Les progrès de la science et de la technologie ne sont pas entravés. Le principe de précaution est remplacé par un principe d'innovation	0,7	1,0	0,7	0

Items décrivant l'utopie <i>techno-libérale</i>	2022	2020	2019	Evolution 2022/2019
L'intervention de l'Etat se concentre sur les fonctions régaliennes (police, justice, défense) pour laisser le maximum de liberté aux initiatives individuelles et collectives. Les impôts sont en baisse et donc chacun est invité à subvenir de manière autonome à une plus grande part de ses besoins.	0,2	0,5	0,4	+0,1
La compétition est rude pour accéder aux meilleures places, mais l'effort et le talent individuel sont généreusement récompensés	0,1	0,3	0,1	0
La mondialisation économique et politique s'est approfondie et des institutions mondiales mettent en œuvre des lois et des politiques planétaires favorisant les échanges et la croissance	-0,1	0,0	0,1	-0,1
Le salariat a reculé face au développement du statut de travailleur indépendant. Beaucoup d'actifs se trouvent ainsi à la tête d'une micro-entreprise, sont responsables d'eux-mêmes, sont libres de travailler quand ils le veulent, comme ils le veulent, pour qui ils veulent... mas sans protection sociale obligatoire.	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1
La conquête de l'espace progresse. Elle permet l'exploitation de nouveaux gisements de matières premières et on commence à envisager la colonisation d'autres planètes	-0,3	-0,2	0,1	-0,4
Une part importante de la consommation transite par les plateformes numériques exploitées par les très grandes entreprises de la haute technologie	-0,8	-0,4	-0,5	-0,3
La technologie permet de faire face aux défis écologiques, notamment par le remplacement de matières naturelles par des matières artificielles, y compris dans l'alimentation	-0,8	-0,4	-0,4	-0,4
La croissance économique est forte grâce à la vigueur de l'innovation. Le pouvoir d'achat augmente à un rythme soutenu pour tous, mais les inégalités se creusent. Les technologies permettant d'allonger la vie et les performances du corps profitent surtout aux plus riches	-1,1	-0,6	-0,9	-0,2
Le cœur de l'économie consiste en une poignée de grandes entreprises mondiales spécialisées dans la haute technologie et d'un très grand nombre de start-ups qui explorent différents domaines d'innovation	-0,8	-0,7	-0,5	-0,3
En combinant manipulations génétiques, implantations de composants électroniques dans le corps et pose de prothèses, l'espérance de vie en bonne santé est de l'ordre de 150 ans	-1,2	-1,3	-0,8	-0,4
Les chercheurs sont en bonne voie pour découvrir les moyens d'atteindre l'immortalité	-1,8	-1,9	-1,4	-0,4

Items décrivant l'utopie <i>techno-libérale</i>	2022	2020	2019	Evolution 2022/2019
Au moyen du génie génétique, il est désormais possible pour les parents de sélectionner certaines des caractéristiques physiques et mentales des enfants à naître	-2,2	-2,1	-1,9	-0,3

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

— La porosité des préférences

L'approche consistant à associer chaque répondant au système utopique qu'il a le mieux noté comporte l'inconvénient de donner l'image de préférences marquées, voire exclusives alors que 1) la préférence pour un système utopique n'implique pas *ipso-facto* le rejet des deux autres et 2) chaque répondant peut se reconnaître dans certaines propositions relatives à un système utopique et pas dans d'autres ou bien montrer peu de goût pour un système utopique pris globalement mais cependant adhérer à certaines des propositions qui lui sont associées.

Des « détracteurs » et des « supporters »

Pour rendre compte de ce premier point, nous avons, pour chaque système utopique, identifié ses supporters et détracteurs sur la base de la valeur de la moyenne des notes données à l'ensemble des propositions qui lui sont associées³.

Répartition des détracteurs et des supporters des trois systèmes utopiques sur la base de la note globale

	% de "détracteurs" (note globale ≤ -3)	% de "supporters" (note globale ≥ +3)
Utopie <i>écologique</i>	4 %	35 %
Utopie <i>identitaire-sécuritaire</i>	7 %	32 %
Utopie <i>techno-libérale</i>	20 %	11 %

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

L'utopie *écologique*, qui bénéficie de la préférence de près d'un Français sur deux, ne suscite qu'un très petit nombre de détracteurs, *i.e.* de personnes qui la rejettent fermement : 4 % sur la base de la note globale et 1 % sur celle de la moyenne des notes données à chacune des propositions. *A contrario*, 35 % des répondants expriment un fort degré

³ Pour les détracteurs : -5, -4 et -3 ; pour les supporters : +3, +4 et +5.

d'adhésion par l'octroi d'une note globale égale ou supérieure à +3 (la part des supporters tombe néanmoins à 20 % sur la base de la moyenne des notes).

L'utopie *identitaire-sécuritaire* affiche sur ce plan des performances à peine moins favorables : seulement 7 % de détracteurs sur la base de la note globale et 1 % sur celle de la moyenne des notes par proposition et une part de supporters à peine plus faible que pour l'utopie *écologique*.

Le système utopique techno-libéral se distingue nettement par la faible proportion de supporters (11 % selon le critère de la note globale, 3 % selon celui de la moyenne des notes). La part des détracteurs demeure cependant à un niveau modéré (20 % selon le critère de la note globale, 6 % selon celui de la moyenne des notes).

**Répartition des détracteurs et des supporters des trois systèmes utopiques
sur la base de la moyenne des notes**

	% de « détracteurs » Moyenne ≤ -3		% de « supporters » Moyenne ≥ +3	
	2019 <i>(Base totale, n=2000)</i>	2022 <i>(Base 18-70 ans, n=3668)</i>	2019 <i>(Base totale, n=2000)</i>	2022 <i>(Base 18-70 ans, n=3668)</i>
Utopie <i>écologique</i>	1 %	1 %	21 %	20 %
Utopie <i>identitaire-sécuritaire</i>	1 %	1 %	16 %	17 %
Utopie <i>techno-libérale</i>	4 %	6 %	3 %	3 %

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

Les éléments de consensus

Puisque chaque répondant a évalué l'ensemble des propositions descriptives des trois systèmes utopiques, il est possible de repérer les propositions qui bénéficient d'un relatif consensus au sein de la population.

18 propositions (sur les 45) partagent d'être créditées d'une note moyenne, calculée sur l'ensemble des répondants supérieure ou égale à +1,5 et d'avoir réuni une nette majorité de notes positives et au moins 33 % de supporters. Sur ces 18 propositions, 10 relèvent de l'utopie *écologique* (dont 4 qui occupent les 4 premières places), 7 de l'utopie *identitaire-sécuritaire* et une seule de l'utopie *techno-libérale*.

Propositions relatives à l'utopie écologique	Propositions relatives à l'utopie <i>identitaire-sécuritaire</i>	Propositions relatives à l'utopie <i>techno-libérale</i>	
	Notes moyennes	% de détracteurs	% de supporters
Une part importante de ce qui est consommé est produite localement par de petites entreprises. L'économie et l'emploi se relocalisent et les territoires sont redynamisés.	2,5	3%	52%
Les standards de vie évoluent vers moins de consommation d'objets, vers moins de quantité mais plus de qualité.	2,2	4%	48%
Les activités domestiques (faire soi-même : cuisine, bricolage, jardinage, réparation, entretien...) prennent une part importante du temps disponible.	2,1	3%	43%
La consommation est de plus en plus fondée sur la mutualisation ou le partage d'équipements et de ressources, les échanges entre particuliers...	2,1	3%	43%
La recherche et l'innovation sont encouragées par l'Etat pour assurer l'autonomie de la France sur les technologies clé de demain.	2,0	4%	47%
Le gouvernement adopte des mesures visant à permettre au maximum de foyers d'être propriétaires de leur logement.	2,0	5%	43%
Le gouvernement a adopté des lois qui alourdissent les peines à l'encontre des délinquants.	2,0	8%	46%
Face au défi environnemental, la priorité a été donnée à la sauvegarde de la planète en changeant le modèle de développement.	1,9	5%	43%
La croissance des grandes métropoles a été stoppée. Une part croissante de la population vit dans des villes petites ou moyennes.	1,9	3%	38%
Une partie importante des décisions politiques sont prises à l'échelle locale avec la participation des citoyens.	1,8	8%	44%
Les effectifs de police ont été fortement augmentés pour renforcer la sécurité.	1,7	9%	41%
La ville est organisée de manière à limiter les déplacements. Beaucoup d'activités se font à proximité du domicile. La mobilité automobile est largement découragée.	1,7	6%	39%
Le gouvernement a mis en place une politique qui favorise les petits commerces indépendants de centre-ville au détriment des grandes surfaces de périphérie.	1,6	6%	37%

	Notes moyennes	% de détracteurs	% de supporters
Chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...).	1,6	10%	41%
Les populations d'origine étrangère sont invitées à adopter rapidement les us et coutumes de la culture nationale, au niveau de la langue, du respect des usages du savoir-vivre.	1,6	11%	42%
La protection du patrimoine naturel et culturel national est une des premières priorités de l'Etat.	1,6	5%	34%
La transition écologique est financée par une grande part par la taxation du carbone et des mouvements financiers.	1,5	6%	33%
La richesse est mieux distribuée et les inégalités sont faibles.	1,5	14%	42%

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

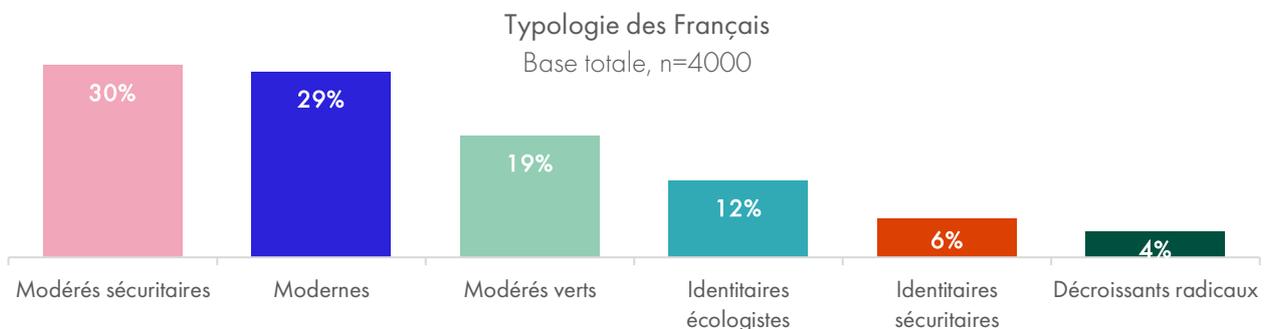
Parmi les 18 propositions les mieux notées par les Français interrogés, deux expriment un désir d'ordre et de sécurité. Logiquement plébiscitées par les partisans de l'utopie *identitaire-sécuritaire*, ces propositions ne rencontrent que peu de détracteurs dans les rangs des partisans de l'utopie *écologique* (autour de 10 %).

Plus bas dans le classement, la proposition, issue de l'utopie *identitaire-sécuritaire* enjoignant les populations d'origine étrangère à adopter rapidement les us et coutumes de la culture nationale réunit 42 % des supporters à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon, mais seulement un peu plus de 20 % dans les rangs des partisans des utopies *écologique* et *techno-libérale*.

La seule proposition issue de la description de l'utopie *techno-libérale* présente dans ce classement est celle relative à la liberté de chacun de vivre et d'afficher sa propre identité. Une proposition dont plus d'un partisan de l'utopie *écologique* sur deux est supporter.

6 Visages de Français

Afin d'aller plus loin dans l'observation de la porosité des préférences, nous avons bâti une typologie des répondants selon les notes qu'ils ont données à l'ensemble des 45 propositions ainsi que selon la note globale donnée à l'issue de la présentation de chacun des systèmes utopiques.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

		Les modérés verts	Les modérés sécuritaires	Identitaires- écologistes	Décroissants radicaux	Modernes	Identitaires sécuritaires
Moyennes notes globales	Utopie <i>écologique</i>	2,7	1,5	2,2	4,1	0,8	-1
	Utopie <i>identitaire- sécuritaire</i>	0,3	1,7	3,1	-1	0,6	3,3
	Utopie <i>techno-libérale</i>	-0,5	0,2	-2,4	-2,7	0,6	0
% de partisans (moyennes des notes globales)	Utopie <i>écologique</i>	90%	46%	30%	100%	37%	1%
	Utopie <i>identitaire- sécuritaire</i>	8%	49%	70%	0%	31%	94%
	Utopie <i>techno-libérale</i>	2%	5%	0%	0%	32%	5%
% de partisans (moyennes des notes par proposition)	Utopie <i>écologique</i>	96%	50%	29%	100%	34%	0%
	Utopie <i>identitaire- sécuritaire</i>	4%	48%	71%	0%	31%	95%
	Utopie <i>techno-libérale</i>	1%	2%	0%	0%	35%	5%
% de détracteurs (note globale)	Utopie <i>écologique</i>	1%	2%	2%	0%	5%	34%
	Utopie <i>identitaire- sécuritaire</i>	15%	3%	1%	35%	6%	3%
	Utopie <i>techno-libérale</i>	24%	11%	55%	65%	7%	23%
% de supporters (note globale)	Utopie <i>écologique</i>	60%	29%	50%	94%	16%	9%
	Utopie <i>identitaire- sécuritaire</i>	19%	36%	69%	9%	15%	76%
	Utopie <i>techno-libérale</i>	9%	11%	4%	6%	14%	20%

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

Les « décroissants radicaux » (4 %)

Les « décroissants radicaux » sont les plus chauds partisans de l'utopie *écologique*, qu'unaniment ils ont déclarée comme leur utopie préférée et à laquelle ils ont donné une note globale moyenne de +4,1. C'est le groupe qui affiche la note moyenne la plus élevée sur la totalité des 15 propositions relatives à ce système utopique, avec une proportion de supporters souvent supérieure à 90 %. C'est aussi le groupe le plus sévère à l'égard de l'utopie *identitaire-sécuritaire*, qu'ils évaluent en moyenne négativement. En particulier, les « décroissants radicaux » rejettent très fermement les dimensions xénophobes de ce système utopique. C'est aussi le seul groupe à noter en moyenne négativement les propositions relatives à la sécurité. *A contrario*, ils soutiennent fortement l'idée de la mise en place d'une politique en faveur du petit commerce et au détriment des grandes surfaces de périphérie.

Les « décroissants radicaux » sont également les plus farouches opposants de l'utopie *techno-libérale*, à laquelle ils donnent la note globale moyenne de -2,7. Tous les aspects de ce système utopique sont rejetés, à l'exception de la reconnaissance de la liberté pour chacun de vivre et d'afficher sa propre identité, notée en moyenne +3,2, ce qui classe les « décroissants radicaux » largement en tête de l'ensemble des groupes de la typologie sur ce critère.

58 % des « décroissants radicaux » affirment que la crise sanitaire les a fait réfléchir sur leur vie, leurs priorités dans l'existence, soit le niveau le plus élevé de l'ensemble des groupes de la typologie. Les « décroissants radicaux » sont très sous-représentés parmi les 65-75 ans. Un sur deux est titulaire d'un diplôme de niveau Bac+3 minimum et 27 % des actifs appartiennent à la classe créative⁴ (12 % à l'échelle de l'ensemble de la population). 40 % se situent politiquement « très à gauche » ou « proches des mouvements écologistes » et seulement 1 % « à droite » ou « très à droite ». Si la proportion de « gilets jaunes » au sein de ce groupe est similaire à celle observée à l'échelle de l'ensemble de la population, la moitié des « décroissants radicaux » affirment soutenir le mouvement, ce qui fait que les « gilets jaunes » et leurs soutiens pèsent pour 70 % dans ce groupe, composé également de 59 % d'opposants au passe sanitaire. On ne compte dans leurs rangs quasiment aucune personne associée à un système de valeurs matérialiste ou orientée en direction de la morale et de la tradition. A l'inverse, logiquement, les personnes orientées vers le lien avec la nature sont surreprésentées, mais aussi celles orientées vers la sociabilité et la solidarité ce qui se manifeste également par une évaluation très supérieure à celle des autres groupes de la typologie des mots « Collectif » (+3,2) et « Partage » (+3,9). C'est cependant le groupe qui affiche la note moyenne de satisfaction à l'égard de la vie la plus basse (5,8/10) avec 58 % de notes inférieures ou égales à 6.

Les « modérés verts » (19 %)

A 90 %, les « modérés verts » sont des partisans de l'utopie *écologique*, dont 60 % sont des supporters. Leur niveau d'adhésion aux différentes propositions relatives à ce système utopique est moins élevé que celui des « décroissants radicaux ». Ils sont particulièrement sensibles aux propositions relatives aux modes de consommation et à des modes de vie fondés sur la proximité, mais aussi à l'idée qu'une partie importante des décisions politiques soit prise à l'échelle locale avec la participation des citoyens.

L'opposition des « modérés verts » à l'utopie *identitaire-sécuritaire*, qu'ils ont notée en moyenne +0,4, est moins virulente que celle des « décroissants radicaux ». Comme ces derniers, mais de manière moins marquée, ils tendent à rejeter les propositions à dimension xénophobe ainsi que celles mettant en avant un protectionnisme économique ou culturel.

Avec seulement 1 % qui en font leur système utopique préféré, les « modérés verts » se montrent, eux aussi, réservés par rapport au système utopique techno-libéral, mais dans une bien moindre mesure que les « décroissants radicaux ». Ils sont également très favorables à la liberté de vivre et d'afficher son identité. Ils se montrent très critiques à l'égard de l'idée d'une croissance économique forte mais porteuse d'inégalités. A l'inverse, ils sont plus favorables que la moyenne

⁴ Notion inspirée des travaux du géographe américain Richard Florida, la « classe créative » ici rassemble les actifs exerçant leur activité dans les domaines de l'art et de la culture, de la communication de la publicité et des médias, de l'enseignement, de la recherche, des études et du conseil, ou de l'informatique et du web.

à l'idée d'une mondialisation régulée par des institutions mondiales ainsi qu'à la perspective d'un système politique fondé sur des élus, conseillés par des experts, ayant recours au référendum.

Dans leur conception d'une vie réussie, les « modérés verts » se distinguent par une sous-pondération de la réussite sociale et l'aisance financière, compensée par une mise en avant supérieure à la moyenne de l'épanouissement personnel. C'est, après les « décroissants radicaux », le groupe qui a le plus mis en avant « *la solidarité avec les autres* » comme valeur à transmettre à leur descendance.

Dans une proportion à peine inférieure à celle relevée chez les « décroissants radicaux », une majorité (57 %) de « modérés verts » disent, à la faveur de la crise sanitaire, avoir réfléchi à ses priorités dans l'existence.

Les moins de 35 ans sont surreprésentés parmi les « modérés verts » qui représentent 45 % des répondants élèves ou étudiants. Les personnes très diplômées sont présentes au-delà de leur poids dans la population, sans pour autant atteindre le niveau observé chez les « décroissants radicaux ». 26 % des CSP+ appartiennent au groupe des « modérés verts » pour seulement 15 % des CSP-. Les habitants des villes centres des grandes métropoles sont donc largement surreprésentés. Politiquement, on les trouve surtout « à gauche », « très à gauche » et « proches des mouvements écologistes ». Si les « gilets jaunes » sont sous-représentés dans ce groupe, leurs soutiens sont surreprésentés, ce qui fait que l'ensemble pèse d'un poids similaire à celui relevé dans l'ensemble de la population. Les « modérés verts » se démarquent aussi des « décroissants radicaux » par une majorité favorable au passe sanitaire et une proportion d'opposants à seulement 35 %. Ils forment le groupe qui affiche le niveau de satisfaction à l'égard de leur existence le plus élevé en moyenne (6,2/10 et 50 % de notes inférieures ou égales à 6).

Les « modérés sécuritaires » (30 %)

Les préférences des « modérés sécuritaires » relatives aux systèmes utopiques se répartissent de manière approximativement égale entre les utopies *écologique* et *identitaire-sécuritaire* qui rassemblent, respectivement, 46 % et 49 % de partisans, l'utopie *techno-libérale* les attirant peu.

Les personnes composant ce groupe révèlent une attitude globalement positive à l'égard de la plupart des propositions de l'utopie *identitaire-sécuritaire*, y compris celles relatives aux populations d'origine étrangère, et se montrent très en attente de sécurité. Ils se démarquent cependant par le rejet de l'idée de réserver l'adoption et la PMA aux couples hétérosexuels.

La position des « modérés sécuritaires » par rapport aux propositions relatives à l'utopie *écologique* est le plus souvent proche de celle observée à l'échelle de l'ensemble des répondants, ce qui fait que si toutes les propositions sont créditées d'une note moyenne positive, cette note est le plus souvent inférieure à celle relevée auprès des « décroissants radicaux » bien sûr, mais aussi des « modérés verts » et « identitaires-écologistes » (voir plus bas). C'est concernant la réduction du temps de travail avec baisse de revenu et la priorité donnée à l'habitat collectif que leur appétence pour l'utopie *écologique* est la plus modérée.

Le profil sociodémographique des « modérés sécuritaires » est peu marqué. Ce groupe est à 56 % composé de femmes. Les élèves et étudiants sont sous-représentés à l'inverse des personnes sans activité professionnelle. Les habitants des villes centres des grandes métropoles sont relativement peu nombreux. Les « modérés sécuritaires » sont relativement sensibles aux valeurs matérialistes de réussite sociale et d'aisance matérielle et se montrent sensibles au respect des règles morales. Sur le plan politique, on observe une forte sous-représentation des personnes se disant « proches des mouvements écologistes » et « très à gauche », alors que 42 % ont déclaré ne se reconnaître dans aucune tendance ou ont refusé de répondre.

Les « identitaires-sécuritaires » (6 %)

Comme leur nom le laisse attendre, les « identitaires-sécuritaires » sont très favorables à l'utopie *identitaire-sécuritaire*, que 95 % d'entre eux ont désignée comme leur système utopique préféré. L'ensemble des propositions relatives à l'utopie *identitaire-sécuritaire* les séduit (notes moyennes généralement supérieures à +3), en particulier les propositions

xénophobes et celles mettant en avant la sécurité. Ils se montrent cependant relativement critiques à l'égard de l'adoption et de la PMA qui seraient strictement réservées aux couples hétérosexuels.

C'est le seul groupe de la typologie qui a donné une note moyenne négative à l'utopie *écologique*. 11 des propositions associées à ce système utopique affichent une moyenne négative. Les plus mauvaises notes portent sur la réduction du temps de travail assortie d'une baisse de revenu, ainsi que sur la substitution de l'habitat collectif à la maison individuelle. En revanche, les « identitaires-sécuritaires » ont évalué de manière positive (mais moins favorablement que la moyenne de l'échantillon) la participation des citoyens à un système politique orienté localement, le coup d'arrêt au développement des métropoles au profit des villes petites et moyennes et, plus encore, la promotion du petit commerce face aux grandes surfaces.

La position des « identitaires-sécuritaires » par rapport aux différentes dimensions de l'utopie *techno-libérale* ne s'écarte pas significativement de la moyenne. Ils se montrent un peu plus critiques que l'ensemble des répondants à l'égard de l'idée d'une régulation mondiale de l'approfondissement de la mondialisation et sont nettement moins favorables à la liberté de chacun de vivre et d'afficher son identité. A l'inverse ils constituent le groupe le plus favorable à la méritocratie.

Seulement 31 % des « identitaires sécuritaires » affirment avoir été incités par la crise sanitaire à réfléchir sur leur vie et leurs priorités dans l'existence, de loin le niveau le plus bas des 6 groupes de la typologie.

45 % des « identitaires sécuritaires » ont désigné « *l'aisance financière, le confort matériel* » comme l'un des deux éléments qui résume le mieux une vie réussie soit, de loin, le score le plus élevé de l'ensemble des groupes de la typologie. Au chapitre des valeurs qu'ils souhaitent transmettre à leur descendance, le respect des règles morales se classe en première position, retenu par 41 % d'entre eux. Ils se distinguent également des autres groupes de la typologie par l'accent mis sur le goût de l'effort et le respect des traditions. A l'inverse, ils sous-pondèrent très nettement « *la solidarité avec les autres* » et « *le respect de la nature* ».

Les « identitaires-sécuritaires » forment un groupe à 63 % masculin. Les moins de 35 ans y sont fortement sous-représentés. Le poids des « identitaires-sécuritaires » recule avec le niveau de la CSP des actifs et augmente avec le niveau de vie du foyer. A 6 %, le poids des actifs appartenant à la « classe créative » y est deux fois plus faible que dans l'ensemble de l'échantillon. Le centre de gravité du positionnement politique des « identitaires-sécuritaires » penche nettement à droite, les deux tiers d'entre eux se disant « à droite » ou « très à droite ». Ils rejoignent les « décroissants radicaux » dans le rejet majoritaire du passe sanitaire.

Les « identitaires-écologistes » (12 %)

Les « identitaires-écologistes » constituent le groupe qui, après les « identitaires-sécuritaires », affiche la plus forte proportion de partisans de l'utopie *identitaire-sécuritaire* (70 %). Pour autant, ils ont noté en moyenne +2,2 l'utopie *écologique* et l'on compte parmi eux 50 % de supporters de ce système utopique, et seulement 2 % de détracteurs. Ils rejoignent les « décroissants radicaux » dans leur rejet de l'utopie *techno-libérale*.

Les « identitaires-écologistes » évaluent plus favorablement que la moyenne l'ensemble des propositions relatives à l'utopie *écologique*, excepté la réduction du temps de travail associée à une baisse de revenu ainsi que la priorité accordée à l'habitat collectif sur la maison individuelle. C'est le groupe, après les « décroissants radicaux », qui réagit le plus positivement aux mots « Nature » et « Ecologie », mais aussi à « Partage ». Simultanément, leur évaluation des propositions relatives à l'utopie *identitaire-sécuritaire* est très proche de celle des « identitaires sécuritaires », y compris dans les dimensions xénophobes. Elle s'en démarque sur deux points. D'une part un rejet majoritaire de l'idée de réserver l'adoption et la PMA aux seuls couples hétérosexuels. D'autre part par une très forte adhésion à la défense du petit commerce de centre-ville face à la concurrence des grandes surfaces de périphérie. Ils évaluent très positivement les mots « Loi » et « Sécurité ».

Les jeunes, en particulier les 18-24 ans, sont sous-représentés dans ce groupe, à l'inverse des 65-75 ans. Élèves et étudiants en sont quasiment absents et les très diplômés sous-représentés, de même que les CSP+ et les membres de la classe créative. Le positionnement politique des « identitaires-écologistes » est plus équilibré que celui des « identitaires-sécuritaires », mais chez eux aussi, les personnes se disant « à droite » et « très à droite » sont

surreprésentées. Sur le plan des valeurs, les personnes affichant un profil matérialiste sont très sous-représentées, à l'inverse de celles orientées vers la morale et la tradition.

Les modernes (29 %)

Les « modernes » constituent l'unique groupe de la typologie témoignant d'un certain attrait pour l'utopie *techno-libérale*. Il s'agit toutefois d'un attrait mesuré, s'illustrant par une note globale moyenne de +0,8 et par la présence de seulement 14 % de supporters. En réalité, les « modernes » se montrent collectivement éclectiques dans leurs préférences, se répartissant quasiment en trois tiers égaux entre les trois systèmes utopiques.

Leur orientation en faveur de l'utopie *techno-libérale* repose pour beaucoup sur leur foi dans la science et la technologie qui s'illustre par des positions favorables (ou moins défavorables que celles d'autres groupes) à l'égard des applications de la technologie sur l'humain, du poids des géants du numérique sur l'économie, et plus généralement de la croissance économique et du pouvoir d'achat, fussent-ils inégalitaires. Ils évaluent positivement les mots « Industriel » et « Individuel ».

De manière symétrique, les « modernes » se montrent réservés à l'égard du caractère égalitaire de l'utopie *écologique*. Ils font montre d'un enthousiasme beaucoup plus mesuré que la moyenne à l'égard des modes de consommation associés à ce système utopique et apparaissent comme relativement indifférents à la perspective d'une démocratie locale. Les « modernes » adhèrent à quasiment l'ensemble des propositions relatives à l'utopie *identitaire-sécuritaire* mais avec des moyennes faibles, conséquence d'une large prévalence des notes intermédiaires. Les modernes sont en moyenne favorables à l'idée de réserver l'adoption et la PMA aux couples hétérosexuels et ils constituent le groupe qui fait montre du moins d'adhésion à l'idée de favoriser le petit commerce de centre-ville. Avec les « décroissants radicaux », c'est le groupe qui affiche la note moyenne la plus basse – mais toujours positive – pour les mots « Sécurité » et « Loi ».

Le groupe des « modernes » affiche une répartition par tranche d'âge proche de celle de la population française. On note cependant un net déficit d'élèves et étudiants. Les CSP- sont surreprésentées, ce que l'on retrouve au plan du niveau de diplôme. Étonnamment, le poids des « modernes » est croissant avec l'intensité déclarée de la pratique religieuse. On compte 36 % de « modernes » parmi les personnes se disant « gilets jaunes » et 40 % parmi celles exprimant le plus fort niveau de contrainte budgétaire. Sur le plan politique, les « modernes » sont sous-représentés « très à gauche », « à gauche » et surtout « proches des mouvements écologistes, alors qu'ils sont un peu plus nombreux que la moyenne à dire ne se reconnaître dans aucune tendance ou à refuser de répondre. Les « modernes » se distinguent enfin par une forte surreprésentation des personnes affichant un système de valeurs orienté vers le matérialisme.

Les perspectives utopiques thématiques

L'exploration des attitudes des Français à l'égard des trois systèmes utopiques que nous leur avons présentés a révélé leur diversité mais aussi, souvent, des évaluations nuancées selon les différentes dimensions de chacun des systèmes. Ceci invite à explorer les opinions et les aspirations de manière plus circonscrite, au niveau de perspectives utopiques thématiques.

— Le rapport à la modernité

Le rapport à l'avenir

Interrogés sur leurs anticipations relatives à la vie qu'auront leurs enfants et petits-enfants, les Français se montrent pessimistes. 54 % estiment qu'ils vivront une vie pire dans l'ensemble que celle de leur génération, contre seulement 10 % qui pensent qu'elle sera meilleure. Ces proportions sont très proches de celles observées en 2019.

Dans le même ordre d'idée, 58 % des personnes interrogées s'accordent sur l'idée que « *de manière générale, c'était mieux avant* », contre seulement 28 % qui sont de l'avis contraire.

Pour autant, invités à noter de -5 à +5 le mot « Futur », les Français interrogés l'ont noté +0,7 en moyenne, avec 9 % de détracteurs (notes inférieures ou égales à -3) et 23 % de supporters (notes supérieures ou égales à +3).

Un score de pessimisme a été construit sur la base des réponses aux questions relatives au rapport à l'avenir. Sa valeur moyenne est identique à celle calculée en 2019. Ce score est croissant avec l'âge (jusqu'à la tranche des 55-64 ans). Les habitants des villes centres des grandes métropoles sont, dans l'ensemble, moins pessimistes que le reste de la population (en particulier les habitants de communes isolées). Le degré de pessimisme recule sensiblement avec le niveau de diplôme et il est plus faible parmi les CSP+. Le degré de pessimisme est très sensible à l'intensité du ressenti de la contrainte budgétaire, plus encore qu'au niveau de vie du foyer. Sur le plan politique, ce sont les personnes se disant « très à droite » qui sont dans l'ensemble les plus pessimistes. De même, les répondants se déclarant « gilets jaunes » affichent un niveau moyen de pessimisme très supérieur à celui des personnes qui ne soutiennent pas le mouvement. Dans notre typologie, ce sont les « identitaires écologiques » et les « décroissants radicaux » qui s'affirment comme les groupes les plus pessimistes, alors que les « modérés verts » le sont sensiblement moins que la moyenne comme, dans une moindre mesure, les « modernes ».

On est tenté de rapprocher ce pessimisme des Français de l'adhésion de près de 3 personnes sur 4 au sentiment de vivre dans un environnement de plus en plus dangereux (inchangé par rapport à 2019). Ce sentiment est largement majoritaire dans l'ensemble des composantes de la population. L'importance de sa pénétration est cependant négativement liée au niveau de diplôme des répondants ainsi qu'à leur position sur l'échelle des CSP et elle est plus faible parmi les membres de la « classe créative ». En revanche, elle progresse à mesure que l'on se déplace vers la droite de l'échiquier politique (jusqu'à 88 % pour les personnes se situant « très à droite »). Les groupes de la typologie affichent des positions moyennes très contrastées par rapport à la perception de la dangerosité de l'environnement : si 83 % des « identitaires écologistes » et 88 % des « identitaires sécuritaires » partagent ce sentiment, ce n'est le cas « que » de 64 % des « modérés verts » et 47 % des « décroissants radicaux ».

Ce malaise ressenti par une part importante de la population à l'égard d'un monde perçu comme dangereux et d'un avenir qui paraît sombre s'illustre également par un rapport problématique à la perception de la vitesse à laquelle le monde change. De manière significative, le mot « Vitesse » est évalué en moyenne négativement. 69 % des Français interrogés partagent le sentiment que le monde change trop vite. C'est 3 points de plus qu'en 2019. 44 % reconnaissent avoir du mal à s'adapter à la vitesse à laquelle le monde évolue, un chiffre en croissance de 4 points par rapport à

2019. Seuls 28 % considèrent que « la vitesse à laquelle tout change à notre époque est enthousiasmante », une proportion en recul de 5 points. Ce sentiment d'une vitesse excessive se retrouve dans l'évaluation du rythme de la vie quotidienne. Les personnes ayant participé à l'enquête ont été invitées à donner une note entre -5 et +5 selon la manière dont ils évaluent le rythme de vie dans la société actuelle (-5 : ce rythme est beaucoup trop lent ; +5 : ce rythme est beaucoup trop rapide). La moyenne des réponses s'élève à +1,5, avec 32 % des répondants qui ont donné une note supérieure ou égale à +3 (soit 3 points de plus qu'en 2019). Corrélativement, une nette majorité de Français (59 %) affirment aspirer à ralentir dans leur vie quotidienne.

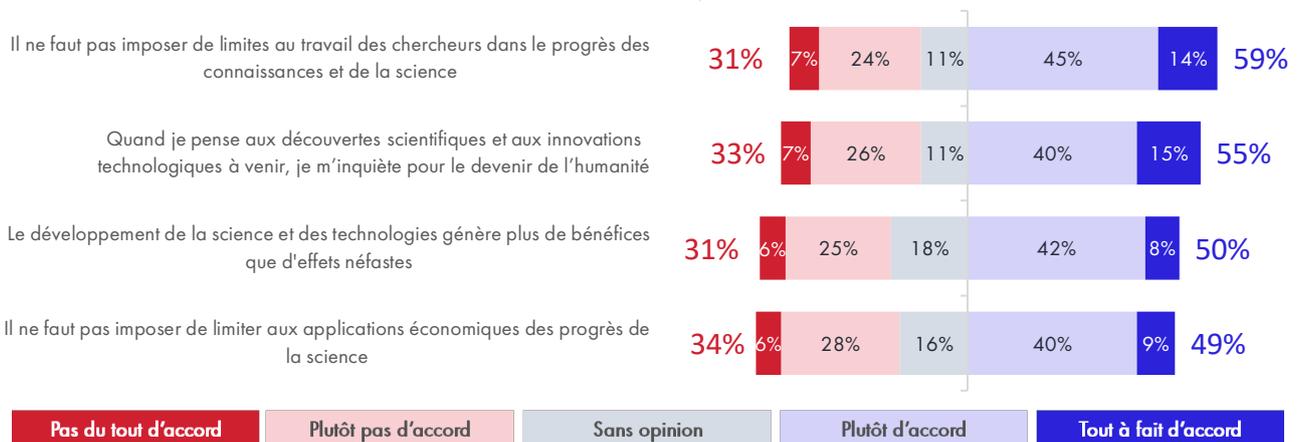
Sur la base des réponses à ces questions, un score du rapport au rythme de vie et du changement a été construit. Il révèle que le sentiment de malaise progresse à partir de 45 ans, et qu'il recule avec le niveau de diplôme, de CSP et de revenu. Ce score est particulièrement élevé chez les personnes se disant « gilets jaunes », surtout en comparaison de celles qui ne soutiennent pas le mouvement. Logiquement, cet indicateur est très fortement corrélé au niveau de pessimisme des individus. Au sein de notre typologie, ce sont les « identitaires écologistes » et les « décroissants radicaux » qui affichent le niveau moyen de malaise le plus élevé.

Le rapport à la science et à la technologie

Les Français interrogés se montrent divisés quant à leurs attitudes à l'égard de la science et de la technologie, voire font montre de postures contradictoires. 50 % approuvent l'affirmation selon laquelle « le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes », quand 32 % sont de l'opinion contraire. 59 % estiment « qu'il ne faut pas imposer de limites au travail des chercheurs dans le progrès des connaissances et de la science » et 50 % qu'« il ne faut pas imposer de limites aux applications économiques des progrès de la science ». Pourtant, 55 % des répondants se reconnaissent dans l'affirmation « quand je pense aux découvertes scientifiques et aux innovations technologiques à venir, je m'inquiète pour le devenir de l'humanité ». Rappelons que les Français interrogés rejettent massivement la perspective transhumaniste d'une augmentation de l'humain par la technologie.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?

Base sous-échantillon en 2, n=2001



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

Le vécu de la crise sanitaire semble avoir amélioré le rapport des Français dans leur ensemble à la science et à la technologie. Les suffrages d'adhésion aux propositions précédentes sont en augmentation de 3 à 9 points de pourcentage (y compris celle relative aux inquiétudes soulevées par les innovations à venir pour le devenir de l'humanité).

Le score construit à partir des réponses à l'ensemble de ces questions révèle que les hommes dans l'ensemble sont plus confiants dans la science et la technologie que les femmes. L'âge ne semble pas exercer d'influence nette, tout comme le niveau de diplôme. C'est « au centre » de l'échiquier politique que le rapport à la science et à la technologie est le plus positif, et « très à gauche » et « proche des mouvements écologistes », qu'on se montre en moyenne le plus critique,

tout comme parmi les personnes qui ne se reconnaissent dans aucune tendance. Au sein de notre typologie, les « décroissants radicaux » et les « identitaires écologistes » se distinguent par une nette posture de réserve, à l'inverse des « modernes » et des « identitaires sécuritaires ».

L'ambiguïté de la position des Français par rapport à la science et à la technologie se manifeste également dans la manière dont ils ont évalué des mots relevant de ce champ sémantique. Sur une échelle allant de -5 à +5, « Savoir » est noté en moyenne +2,8, soit la deuxième meilleure note après « Nature » sur les 28 mots testés. Cette note enregistre une progression de 2 dixièmes par rapport à 2019. Le mot « Numérique » est lui aussi évalué positivement, avec une moyenne à +1,2 (inchangée par rapport à 2019), alors que « Intelligence artificielle » (-0,1) et « Voiture autonome » (-0,3) font partie des rares mots associés à une moyenne négative. En outre, la moyenne de ces deux mots est en recul par rapport à 2019.

Les réserves manifestées par les Français concernant les innovations technologiques susceptibles de transformer l'humain se confirment par le fait qu'ils ne sont que 21 % à se dire disposés à se faire greffer un implant dans le cerveau qui lui permettrait d'être plus performant (dont seulement 4 % « très certainement »). Ce chiffre est à comparer avec les 61 % qui accepteraient *a priori* un tel implant pour traiter les maladies dégénératives comme Parkinson (dont 52 % seulement s'ils étaient atteints par la maladie et 9 % avant même de l'être). Sur les deux plans, on note un recul par rapport à 2019, qui va jusqu'à 5 points pour l'implant visant la performance cérébrale.

Le rapport au progrès

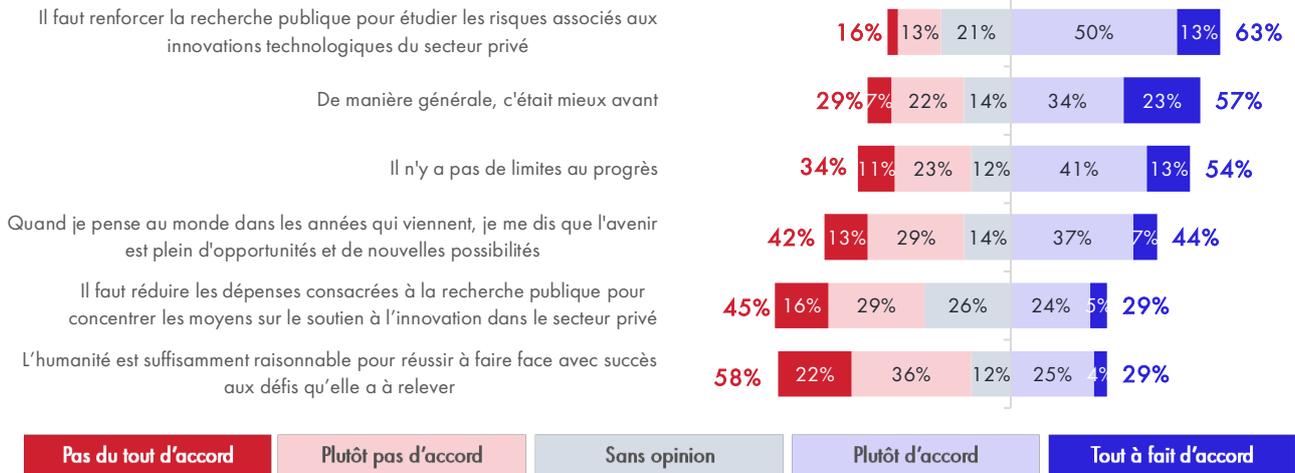
Soumis lui aussi à l'évaluation des répondants, le mot « Progrès » est évalué plutôt positivement, avec une moyenne à +1,8, une valeur identique à celle observée en 2019. Ce sont les « modérés verts » et les « identitaires sécuritaires » qui ont réagi le plus positivement à l'évocation de ce mot et les « décroissants radicaux » qui se montrent les plus réservés. Les jeunes, et en particulier les élèves et étudiants, semblent mieux disposés que leurs aînés à l'égard du mot « Progrès ». Un clivage apparaît ici entre les habitants des grands pôles urbains et, plus précisément des villes centres des grandes métropoles, et les Français résidant dans les autres catégories de territoires qui affichent une position plus réservée. La note moyenne donnée par les personnes se disant « gilets jaunes » n'est que de +1,1 quand celle de leurs opposants s'élève à +2,0. Mais la variable qui est le plus fortement liée à la manière d'évaluer le mot « Progrès » est l'intensité du ressenti de la contrainte budgétaire : de +2,2 pour les répondants déclarant vivre confortablement, on tombe à +0,9 chez ceux qui affirment ne pas s'en sortir.

53 % des Français interrogés se disent d'accord avec l'affirmation selon laquelle « *il n'y a pas de limites au progrès* », contre 35 % qui marquent leur désaccord. Ces proportions sont identiques à celles relevées en 2019. Mais le pessimisme l'emporte de nouveau lorsqu'il s'agit de se demander si « *l'humanité est assez raisonnable pour réussir à faire face avec succès aux défis qu'elle a à relever* » : 59 % estiment que non (+3 par rapport à 2019).

Ces attitudes contradictoires semblent indiquer une acception dominante du progrès comme réduit au progrès de la science et de la technologie – vis-à-vis desquelles les postures positives dominent – alors que le pessimisme est de mise lorsqu'il s'agit d'envisager la marche générale du monde.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?

Base sous-échantillon en 2, n=1991



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

La perception des enjeux écologiques

Les Français ont manifestement conscience de la gravité des enjeux écologiques. 56 % de ceux ayant participé à l'enquête se reconnaissent dans la proposition « *la situation est très préoccupante et appelle un changement radical dans l'organisation de l'économie et de la société, revenant à produire et à consommer moins mais mieux* ». Cette part est cependant en recul de 3 points par rapport à 2019. 20 % considèrent que la situation est préoccupante mais estiment que le progrès technologique finira par apporter les solutions. C'est 3 points de plus qu'en 2019. Il reste cependant 12 % de « climatosceptiques » qui considèrent que « *les propos alarmistes sur l'écologie et l'environnement sont de la manipulation de l'opinion de la part de ceux qui y ont des intérêts* », une part stable.

Le degré d'inquiétude à l'égard de la situation écologique est décroissant avec l'âge, la confiance dans la technologie étant, elle, plus forte chez les plus âgés. Le degré d'inquiétude progresse également avec le niveau de diplôme et de CSP. On trouve parmi les personnes se disant « gilets jaunes », une proportion plus élevée qu'au global de répondants estimant que la situation appelle des changements radicaux mais aussi une surreprésentation des « climatosceptiques ». Mais, une fois de plus, c'est la sensibilité politique des répondants qui se révèle la plus prédictive de leur position par rapport aux enjeux écologiques. La proportion des personnes trouvant la situation très préoccupante dépasse les 70 % parmi les répondants « à gauche » et « très à gauche » et se situe même à 88 % chez ceux se disant « proches de mouvements écologistes ». Elles sont minoritaires « à droite » et « très à droite », une personne « très à droite » sur quatre étant même classée dans le camp des « climatosceptiques ». C'est « au centre » et « à droite » que l'on observe les plus fortes proportions (plus de 30 %) de personnes préoccupées mais confiantes dans la technologie. Les groupes de la typologie sont également très clivés par rapport à cette question. Les « modérés verts » et les « décroissants radicaux » sont quasi-unanimes à considérer que la situation est très préoccupante et appelle des changements radicaux, alors que cette position n'est partagée que par 20 % des identitaires sécuritaires dont un tiers se révèlent « climatosceptiques ».

La confiance placée dans la technologie pour surmonter les défis environnementaux a été abordée plus frontalement au travers de la question : « *Dans quelle mesure avez-vous confiance dans la science et la technologie pour faire face aux problèmes environnementaux et climatiques ?* ». 49 % des Français interrogés affirment avoir confiance. C'est 2 points de plus qu'en 2019. Ils ne sont cependant que 4 % à déclarer avoir « tout à fait confiance », alors que parmi ceux qui se déclarent défiant, 13 % n'ont « pas du tout confiance ». Les hommes sont plus confiants que les femmes. On compte jusqu'à 62 % de confiants parmi les 25-34 ans, en net contraste avec les 18-24 ans (46 %). La propension à faire confiance à la science et à la technologie pour résoudre les problèmes environnementaux est très fortement croissante avec le niveau de diplôme et le niveau de vie. Un net contraste apparaît également entre la confiance largement

majoritaire parmi les habitants des villes centres des grandes métropoles et la défiance majoritaire observable parmi les habitants des petits et moyens pôles urbains et des communes isolées. Les confiants sont majoritaires parmi les « modérés verts » et les « identitaires sécuritaires », alors que la majorité revient aux défiants chez les « identitaires écologistes » et les « décroissants radicaux ».

— La perspective universaliste

La mondialisation économique et financière, la mobilité internationale des personnes et des idées, le défi écologique qui se pose d'emblée à l'échelle planétaire ont pu nourrir le sentiment d'une humanité réunie et une perspective utopique universaliste ou cosmopolitique autour de la figure d'un « citoyen du monde ». A cette perspective s'oppose celle de la protection des frontières et des identités locales menacées. Plus généralement, ces deux perspectives renvoient aux attitudes à l'égard de l'altérité. La crise sanitaire semble, en la matière, avoir fait (modestement) bouger les lignes.

Le rapport au cosmopolitisme

Les personnes ayant participé à l'enquête ont été invitées à exprimer leur accord ou leur désaccord (au moyen d'une note entre -5 et +5) à l'égard d'une situation radicale dans laquelle chaque homme serait un citoyen du monde et l'ensemble des hommes des concitoyens. La note moyenne s'est établie à +0,5, traduisant une adhésion majoritaire à cette idée, confirmée par la présence de 28 % de supporters pour 19 % de détracteurs. Ces proportions ont cependant sensiblement changé par rapport à 2019, avec un net recul de la part des supporters (-7 points) compensé par la progression de celle des détracteurs (+7 points). Un net clivage apparaît ici entre les moins de 35 ans, plus largement acquis à cette perspective cosmopolitique, et les autres tranches d'âge. L'adhésion à cette perspective est également corrélée au niveau de diplôme. Ses partisans pèsent pour plus de 40 % dans les rangs des répondants « très à gauche », « à gauche » ou « proches des mouvements écologistes », alors que les « détracteurs » sont majoritaires chez les personnes « très à droite ». Le cosmopolitisme (tel que saisi par cette question) oppose nettement et de manière attendue les « modérés verts » et « décroissants radicaux » aux « identitaires écologistes » et aux « identitaires sécuritaires ».

Le recul de l'adhésion à la perspective cosmopolitique se retrouve dans celui des opinions favorables à la conception universaliste des droits de l'Homme, qui devraient être « reconnus et appliqués à la planète entière, même s'ils doivent remettre en cause des valeurs, des traditions, la culture de certains pays ou certains peuples ». Dans le même ordre d'idée, alors qu'en 2019, 35 % des répondants se disaient favorables à l'établissement d'un gouvernement mondial associé à une citoyenneté planétaire, cette part n'est désormais plus que de 28 %. Elle s'élève cependant à 29 % chez les 18-24 ans alors que presque 60 % des plus de 55 ans marquent leur opposition à une telle perspective. Un gouffre sépare ici les « décroissants radicaux », favorables à 62 %, des « identitaires écologistes » et des « identitaires sécuritaires » en désaccord à plus de 70 %.

Même constat pour ce qui est de la perspective de l'unification européenne avec la création des États-Unis d'Europe comme point d'horizon : 34 % seulement des répondants y sont favorables, soit 6 points de moins qu'en 2019, contre 38 % qui marquent leur désaccord. Relevons que, comme pour la perspective d'un gouvernement mondial, la part des « sans opinion » est importante (autour de 25 %).

Ce recul des orientations cosmopolites au sein de la population est en cohérence avec le renforcement de l'attrait exercé par les dimensions protectionnistes de l'utopie *identitaire-sécuritaire*. D'ailleurs, la note attribuée au mot « Mondialisation », à -0,7 (toujours sur une échelle de -5 à +5), est, elle aussi, en recul par rapport à 2019 et fait de « Mondialisation » le mot le plus mal évalué parmi les 28 abordés dans l'enquête. Notons que les 18-24 ans constituent la seule tranche d'âge à avoir évalué en moyenne positivement ce mot. Avec une moyenne à -1,3, les « gilets jaunes » ont réagi particulièrement négativement à l'évocation de ce mot, surtout lorsqu'on les compare à leurs opposants (-0,3). Le contraste des postures est également très marqué selon l'intensité de la contrainte budgétaire, la perception négative de « Mondialisation » étant croissante avec l'élévation de son niveau.

Le rapport à l'altérité

Si les orientations cosmopolites sont en recul, l'acceptation de l'altérité progresse.

Il convient ici de distinguer le rapport à la possibilité offerte à chacun de vivre et d'afficher sa différence du rapport aux étrangers ou aux personnes d'origine étrangère. Illustrations du premier point : 76 % des Français interrogés approuvent l'affirmation « *la loi doit reconnaître le droit à chaque individu de vivre et d'exprimer sa différence, quelle qu'elle soit (tant qu'elle ne menace pas la société)* », soit 3 points de plus qu'en 2019. Rappelons que la proposition relative à l'utopie *techno-libérale* « *chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...)* » bénéficie d'un fort soutien et voit la part de ses « supporters » passer de 37 % en 2019 à 41 % en 2022. 72 % des répondants sont favorables à ce que l'on accorde aux couples homosexuels les mêmes droits, à tous les niveaux, qu'aux couples hétérosexuels. Dans le même esprit, la proposition « *l'adoption et la procréation médicalement assistée sont strictement réservées aux couples composés de personnes des deux sexes* » relative au système utopique *identitaire-sécuritaire* est majoritairement rejetée, avec une proportion de détracteurs qui passe de 32 % à 35 %.

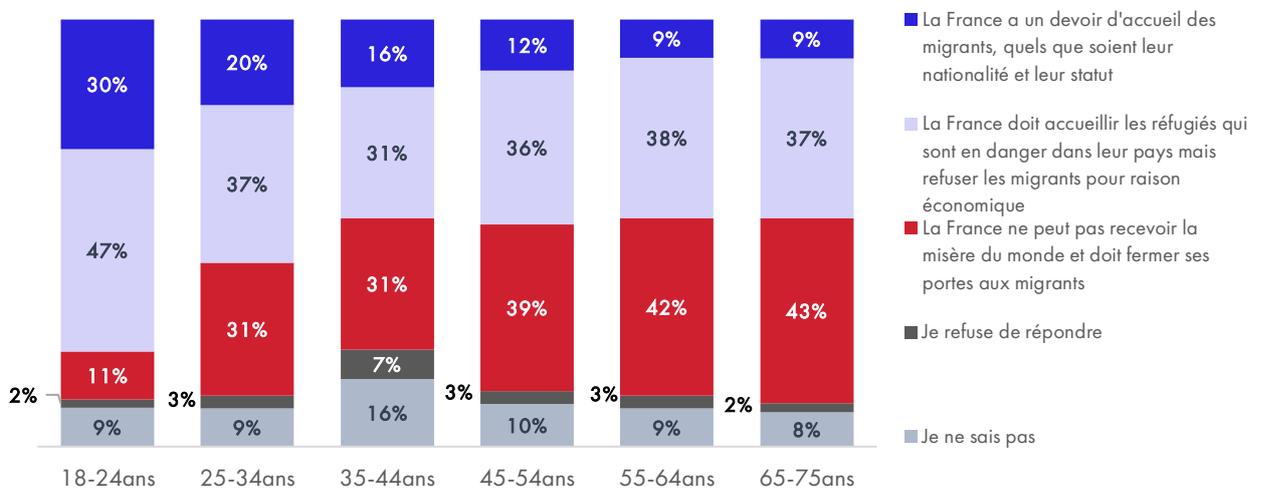
Cette forme de tolérance et d'ouverture à l'altérité, si elle traverse la population française dans son ensemble, est soumise à un fort effet d'âge, les plus jeunes étant ici en pointe. Par exemple, 91 % des 18-24 ans sont d'accord avec l'idée que la loi doit reconnaître à chacun le droit de vivre et d'exprimer sa différence (dont 57 % « tout à fait d'accord »), une part qui atteint son plus bas à 71 % par les 55-64 ans. Cette ouverture à l'altérité tend à se réduire avec l'intensité de la pratique religieuse mais elle progresse avec le niveau de diplôme. De manière plus inattendue, elle recule avec l'intensité du ressenti de la contrainte budgétaire. Sur le plan du positionnement politique, les personnes se disant « à droite » et, plus encore « très à droite », se distinguent nettement des autres par un moindre degré d'ouverture à l'altérité.

Le rapport aux populations d'origine étrangère s'inscrit dans une tout autre tonalité. Certes, 56 % des Français reconnaissent que « *la France s'enrichit de la diversité ethnique et culturelle* », contre 29 % qui sont de l'avis contraire. La proportion de Français qui considèrent que les religions qui nous sont étrangères ont beaucoup à nous apprendre n'est que de 29 %. Nous avons vu que les propositions du système utopique *identitaire-sécuritaire* relevant de réserves à l'égard des populations d'origine étrangère – en particulier celles les enjoignant à se plier aux us et coutumes du pays d'accueil – recueillaient l'approbation d'une part significative de la population. Par exemple, une majorité de répondants a approuvé la proposition consistant à réformer la protection sociale afin qu'elle « *vise en priorité les personnes d'origine française et que les bénéficiaires soient davantage contrôlés* », une proposition rassemblant même 37 % de « supporters ». Une posture que l'on retrouve dans les positions des Français interrogés concernant la politique à mener à l'égard des migrants : seuls 15 % estiment que « *la France a un devoir d'accueil des migrants, quels que soient leur nationalité et leur statut* », alors que 35 % pensent que « *la France ne peut pas recevoir la misère du monde et doit fermer ses portes aux migrants* ». Pour 36 % « *la France doit accueillir les réfugiés qui sont en danger dans leur pays mais refuser les migrants pour raison économique* ». A la confluence de la fermeture à l'égard de l'étranger et de la tentation de revenir sur une mondialisation perçue de manière critique, 57 % des répondants s'expriment en défaveur de la suppression du système de visa et de l'instauration d'une liberté totale pour chacun de voyager et de s'installer dans n'importe quel pays.

Comme pour le rapport au cosmopolitisme, on observe un fort effet d'âge, les plus jeunes se montrant plus ouverts que leurs aînés. Par exemple, si on ne compte parmi les 18-24 ans que 20 % de supporters de la proposition qui enjoint les populations étrangères à adopter rapidement les us et coutumes de la culture nationale, ils sont près de 54 % parmi les 55 ans et plus. Seulement 11 % des 18-24 ans (5 % parmi les élèves et étudiants) estiment que la France doit fermer ses portes aux migrants, contre 42 % pour les 55 ans et plus. On retrouve également la relation avec le niveau de diplôme (et l'appartenance à la « classe créative ») et le lien, plus fort encore, avec l'intensité perçue de la contrainte budgétaire. Les personnes se disant « gilets jaunes » se montrent plus « fermées » que celles qui ne soutiennent pas le mouvement. Sans surprise, la sensibilité politique est un marqueur fort de la posture à l'égard de l'étranger. Ainsi, aucun des répondants s'étant situés « très à droite » ne considère que la France a un devoir d'accueil des migrants, quels que soient leur nationalité et leur statut, alors que c'est le cas de 58 % et 38 % de ceux situés respectivement « très à gauche » et « à gauche ». Et c'est une véritable fracture qui sépare ici les « identitaires sécuritaires », les « identitaires écologistes » et les « modernes », des « modérés verts » et des « décroissants radicaux ».

Concernant la question des migrants et des réfugiés, quelle est l'affirmation qui est la plus proche de votre opinion :

Base : sous échantillon en 3, n=1340



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

Si l'ensemble de ces résultats donne à voir une tonalité dominante pour le moins réservée à l'égard des populations d'origine étrangère, on observe par rapport à 2019 une dynamique dans le sens d'une atténuation de cette tonalité, qui contraste avec celle relative à la fermeture sur le plan économique.

Le rapport au social

Le rapport aux inégalités

Plusieurs résultats de l'enquête témoignent de l'aversion des Français pour les inégalités. Pour rappel, les Français interrogés ont dans l'ensemble rejeté la proposition relative à l'utopie *techno-libérale* présentant une croissance économique forte permettant la progression du pouvoir d'achat mais au prix du creusement des inégalités. A l'inverse, ils ont collectivement adhéré à la perspective d'une meilleure distribution des richesses faisant reculer les inégalités, associée à l'utopie écologique.

On retrouve ce souci de l'égalité dans le fait que 72 % des personnes interrogées estiment qu'il faudrait fixer une limite maximum aux très hauts salaires. C'est toutefois 3 points de moins qu'en 2019. Le niveau auquel devrait être fixée cette limite n'est pas consensuel. Pour un tiers des partisans de l'instauration d'une telle limite, celle-ci devrait se situer à 20 fois le SMIC au plus, alors que pour un autre tiers, une limite au-delà de 5 fois le SMIC serait déjà excessive.

Les avis sont plus partagés concernant l'idée que de grandes différences de revenus sont acceptables si c'est pour récompenser les différences de talents et d'efforts de chacun : 49 % des Français interrogés y sont favorables, 42 % défavorables. Les positions à l'égard de l'idée d'augmenter sensiblement les revenus de solidarité quitte à augmenter aussi impôts et cotisations sont à peine plus marquées : 52 % y sont favorables, 38 % défavorables. Les positions des Français sont beaucoup plus nettes concernant l'héritage. 64 % sont en désaccord avec l'idée de ne pas pouvoir léguer en héritage à ses enfants un patrimoine supérieur à 500 000 €, et cette part a progressé de 5 points par rapport à 2019. Seulement 20 % seraient favorables à une telle mesure.

Sur l'ensemble de ces questions (hormis celle renvoyant aux inégalités d'ordre méritocratique), on retrouve un fort effet d'âge : l'inclinaison en faveur de la réduction des inégalités de revenu est croissante avec l'âge. Par exemple, la proportion de répondants d'accord pour fixer une limite aux très hauts salaires, passe de 52 % chez les 18-24 ans à 86 % chez les 65-75 ans. La position des répondants par rapport à ces questions n'est pas indépendante de leur niveau de vie, dans le sens attendu. De même, le positionnement politique des répondants est logiquement lié à leur position sur ces questions. Les répondants positionnés « à droite », par exemple, sont majoritairement hostiles à l'augmentation des revenus de solidarité accompagnée d'une hausse de la fiscalité. Ils sont en revanche majoritairement favorables aux inégalités méritocratiques et ce sont les plus virulents opposants aux restrictions imposées sur le montant des héritages. Sans surprise, les répondants situés « très à gauche » ou « à gauche » constituent presque une image inversée des précédents. Au sein de la typologie, les « décroissants radicaux » se distinguent par une très forte diffusion des positions anti-inégalités, à l'inverse des « identitaires sécuritaires ».

Les opinions à l'égard du revenu universel

Après leur en avoir présenté les grands principes⁵, les Français interrogés ont été invités à déclarer leur position par rapport à l'hypothèse de l'instauration en France du revenu universel. 46 % expriment leur adhésion au principe du revenu universel, une part en recul de deux points par rapport à 2019 ; 39 % y sont défavorables, en progression de 3 points et 16 % n'ont pas d'opinion. Le recul de l'adhésion au revenu universel est principalement le fait des moins de 45 ans (et particulièrement des 24-34 ans). Elle n'est majoritaire que chez les 25-44 ans. La position par rapport à cette question n'est pas directement liée au niveau de diplôme, de la CSP et du niveau de vie. Les partisans du revenu universel pèsent cependant pour 65 % parmi les répondants associés au plus fort niveau de contrainte budgétaire. Les « gilets jaunes » sont majoritairement favorables au revenu universel, alors que ce n'est le cas que de 38 % de leurs opposants. Le niveau de l'adhésion à ce dispositif décroît à mesure que l'on se déplace de la gauche vers la droite de l'échiquier politique (81 % de répondants favorables « très à gauche » contre 38 % « très à droite »). Le revenu universel a les faveurs d'une majorité de « modérés verts » et, plus encore, de « décroissants radicaux » (79 %), alors qu'il rassemble une majorité (ou presque) d'opposants parmi les « identitaires-sécuritaires » et les « identitaires écologistes ».

⁵ « Dans certains pays, on parle actuellement d'instaurer un revenu universel (ou revenu d'existence). Il comprend tous les éléments suivants :

- Le gouvernement verse à tout le monde un revenu mensuel pour couvrir les dépenses essentielles
- Ce revenu remplace beaucoup d'autres prestations sociales
- Le but est de garantir à chacun un niveau de vie minimum
- Chacun reçoit le même montant, qu'il choisisse de travailler ou pas, et continue de toucher le revenu de son travail ou ses autres sources de revenu
- Ce système est financé par les impôts

Dans l'ensemble, seriez-vous favorable à un tel revenu universel en France ? »

— Les aspirations en matière de vie politique

Le système politique idéal

Cinq modalités d'organisation de la vie politique ont été proposées aux répondants qui ont été conviés à exprimer leurs préférences en en retenant et en en classant deux. Les préférences exprimées en 2022 se démarquent assez sensiblement de celles observées en 2019, conséquence probable de la crise sanitaire et du rôle joué par les Etats dans la gestion de la crise.

Comme en 2019, le système politique qui se classe en dernier est celui qui se rapproche le plus du nôtre : « *un système où les décisions sont prises par des professionnels de la politique élus* », qui rassemble 17 % des suffrages en cumul des deux choix. On retrouve une proportion très minoritaire dans l'ensemble des composantes de la population. La position des répondants par rapport à l'intensité de la contrainte budgétaire est une des variables les plus corrélées à la position par rapport à ce système politique, le taux d'adhésion passant de 25 % chez ceux qui « vivent confortablement » à 6 % parmi ceux qui « ne s'en sortent pas vraiment ». La sensibilité politique est également très clivante : l'adhésion à cette organisation de la vie politique, qui est de 28 % « à droite » et de 30 % « au centre », tombe à 3 % « très à gauche ».

Le système politique qui se classe en tête des préférences des Français est « *un système où les décisions sont prises à l'issue de référendums recueillant la volonté de la population* », avec 64 % des suffrages en cumul des deux choix (dont 44 % en premier choix). Comparés aux 52 % enregistrés en 2019, la progression est très importante. Ce système politique séduit particulièrement les plus âgés. Il séduit de manière croissante à mesure qu'augmente l'intensité du ressenti de la contrainte budgétaire. Une confortable majorité des personnes se disant « gilets jaunes » ont opté pour ce système politique en premier choix, alors que les opposants au mouvement sont en net retrait. Ce système politique enregistre des niveaux d'adhésion proches dans l'ensemble des groupes de notre typologie.

« *Un système où les décisions sont prises par des experts neutres (scientifiques, intellectuels, spécialistes...)* », à 39 %, progresse de 2 points. Ce système politique rassemble une majorité parmi les 18-24 ans (52 % vs 31 % chez les 65-75 ans), les très diplômés, les individus appartenant à la classe d'intensité de la contrainte budgétaire la plus faible, les personnes se situant « très à gauche » et, plus encore, « proches de mouvements écologistes » (64 %). Il est également majoritaire parmi les « modérés verts » de notre typologie.

Deux systèmes politiques sont en recul, qui confirment l'importance accordée à la compétence. « *Un système où les décisions sont prises par des élus qui ne sont pas des professionnels de la politique* », qui recueillait les faveurs de 34 % des répondants en 2019 n'obtient plus que 29 % des suffrages en 2022. « *Un système où les décisions sont prises par des représentants tirés au sort dans l'ensemble de la population* » passe de 29 % à 25 %.

Le désir de participation à la vie politique

L'adhésion des Français, forte et en croissance, à la perspective d'une démocratie directe par un recours au référendum semble indiquer le désir d'une plus grande implication dans la vie de la cité. Ce point a été abordé plus directement dans l'enquête au travers d'une question abordant la disposition des répondants à s'investir personnellement dans le processus de prise de décision politique. Cet investissement a été appréhendé à différentes échelles géographiques, du quartier au niveau national.

Les réponses témoignent d'une aspiration à l'implication personnelle dans la vie politique d'une part significative de la population. Cette aspiration décline cependant à mesure que la focale géographique se resserre. Alors que 61 % des répondants affirment être disposés à s'investir dans la vie publique à l'échelle de leur quartier (dont seulement 23 % « certainement »), cette proportion n'est déjà plus que de 39 % à l'échelle du département, pour tomber à 30 % à l'échelle nationale. Par rapport à 2019, ces proportions sont en recul significatif (de 5 à 7 points) à toutes les échelles.

Quelle que soit l'échelle, les hommes sont significativement plus nombreux que les femmes à déclarer être disposés à s'investir dans la vie publique. Les 65-75 ans sont en retrait à toutes les échelles, exceptée celle du quartier. La propension

à se déclarer disposé à s'investir dans la vie publique est croissante avec l'intensité de la pratique religieuse et décroît avec l'intensité de la contrainte budgétaire. Des groupes de notre typologie, c'est incontestablement celui des « décroissants radicaux » qui se montre le plus volontaire pour prendre part à la vie publique, à toutes les échelles.

L'association de la démocratie à la conception d'un monde idéal

Si les Français, au vu des réponses à la question précédente, se montrent critiques à l'égard du système politique actuel, ils apparaissent comme attachés à la démocratie. Invités à noter de -5 à +5 le mot « Démocratie » selon sa résonnance avec leur conception d'un monde idéal, les personnes interrogées ont très massivement opté pour une note positive, aboutissant à une moyenne à +1,8, en progression d'un dixième par rapport à 2019. L'évaluation de ce mot augmente à mesure que l'on descend les tranches d'âge, jusqu'à +2,2 chez les 18-24 ans (et +2,6 chez les élèves et étudiants). Elle est également très nettement croissante avec le niveau de diplôme. Les habitants des villes centres des grandes métropoles ont noté « Démocratie » beaucoup plus favorablement (+2,4) que ceux des petits et moyens pôles urbains (+1,3). Les « gilets jaunes » se révèlent moins enthousiastes (+1,2) que leurs opposants (+2,2). Mais, une fois de plus, l'intensité de la contrainte budgétaire apparaît comme une variable sociodémographique particulièrement discriminante : « Démocratie » a été noté en moyenne +2,4 par les personnes disant « vivre confortablement », quand celles qui « ne s'en sortent vraiment pas » l'ont noté +0,7. Au sein de la typologie, ce sont les « Décroissants radicaux » (+3,2) et les « Modérés verts » (+2,6) qui affichent les plus fortes moyennes, les « Modernes » la plus faible (+1).

— Le rapport à la sécurité

On pourrait être tenté de rapprocher l'attrait exercé par l'utopie *identitaire-sécuritaire* auprès d'une part significative de la population des 74 % des répondants qui affirment avoir « l'impression de vivre dans un environnement de plus en plus dangereux » (stable par rapport à 2019). Ce sentiment favorise les postures de prudence et la demande de sécurité. Concernant la prudence, 62 % des personnes interrogées se disent d'accord avec la proposition « face aux avancées de la science, la priorité doit être accordée au principe de précaution et au contrôle des risques ». Cette part est cependant en repli de 2 points par rapport à 2019, probablement en lien avec l'amélioration du rapport à la science et aux technologies observée plus haut. L'attente de sécurité se confirme au travers des 73 % qui soutiennent que « nous avons besoin d'un gouvernement plus ferme dans le maintien de l'ordre et de la sécurité », en progression de 7 points par rapport à 2019. Pour autant, 47 % des répondants sont en désaccord avec la proposition « je suis disposé à céder un peu de ma liberté pour plus de sécurité » (contre 43 % d'accord), et cette part est en progression de 5 points. Cette évolution dissonante peut être la conséquence des restrictions de liberté auxquels les Français ont été exposés durant la crise sanitaire.

Un score d'attente de sécurité a été construit à partir de la compilation des réponses aux questions précédentes. Ce score est croissant de manière monotone avec les tranches d'âge et décroissant avec le niveau de diplôme. Il est plus faible que la moyenne chez les répondants situés « à gauche » et plus encore « très à gauche », et plus élevé que la moyenne chez les répondants positionnés « à droite » et « très à droite ». Il est croissant avec le degré de pessimisme des répondants. Au sein de la typologie, les « décroissants radicaux » se distinguent par une valeur de ce score très inférieure à la moyenne. Les « identitaires écologistes » et les « identitaires sécuritaires » sont les groupes affichant les scores moyens les plus élevés.

— La confiance

Les réponses des personnes ayant participé à l'enquête à la question relative à leur degré de confiance dans un ensemble de catégories d'acteurs confirment des observations antérieures. On retrouve ainsi l'opposition entre la confiance placée dans les « petits » et la défiance qui frappe les « grands ». Les Français interrogés sont quasi-unanimes dans la confiance dont ils créditent les petits commerçants (82 %) et les paysans (80 %), une confiance qui progresse encore (respectivement de 3 et 7 points) entre 2019 et 2022. En bas du classement, les partis politiques rassemblent 84 % des Français qui ne leur font pas confiance (-1 point par rapport à 2019). Entre les deux, les acteurs symbolisant

le cœur du système économique – les grandes entreprises du numérique, les enseignes de la grande distribution, les grandes marques de produits agro-alimentaires – penchent du côté de la défiance, mais ils sont évalués moins défavorablement qu'en 2019. On retrouve dans ces résultats les traces d'une défiance systémique qui touche une part importante de la population et qui renvoie à la mise en doute de la convergence des intérêts avec les élites politiques et économiques.

Un score de confiance dans les institutions a été construit en agrégeant les réponses relatives aux partis politiques, aux syndicats, aux ONG, à la presse, à la police, aux intellectuels et aux scientifiques. A l'échelle de l'ensemble de l'échantillon, ce score est grossièrement stable par rapport à 2019. Le degré de confiance dans les institutions tend à se dégrader avec l'âge (il est même positif en moyenne chez les élèves et étudiants). La défiance recule nettement avec le niveau de diplôme, et les membres de la classe créative sont moins défiantes que les autres actifs. Les habitants des villes centres des grandes métropoles apparaissent comme moins défiantes que la moyenne, à l'inverse de ceux de petits et moyens pôles urbains et des communes isolées. Un lien net est perceptible entre le niveau de défiance à l'égard des institutions et l'intensité de la contrainte budgétaire, mais aussi avec le degré de pessimisme des répondants. Les individus se situant politiquement « très à droite » ainsi que ceux qui déclarent ne se reconnaître dans aucune tendance politique apparaissent collectivement comme sensiblement plus défiantes que les autres. Même constat concernant les répondants se déclarant « gilets jaunes » et ceux opposés au passe sanitaire. Les écarts entre les groupes de la typologie sont peu importants : les « décroissants radicaux » et les « modérés verts » sont relativement moins défiantes, les « identitaires sécuritaires » sensiblement plus.

— Le rapport au modèle de développement

La défiance qui frappe les grands acteurs de l'économie est l'indice d'une posture de réserve à l'égard du fonctionnement de l'économie et, plus généralement, à l'égard de notre modèle de développement.

Seulement un tiers des Français interrogés approuve la proposition selon laquelle « *le potentiel de la croissance économique et de l'amélioration des conditions matérielles d'existence des populations est sans limite* » (inchangé par rapport à 2019). De manière cohérente, 32 % sont en désaccord avec l'idée que « *les sociétés occidentales ont atteint les limites du développement économique, de l'amélioration du confort et de la qualité de la vie* », idée approuvée au contraire par un répondant sur deux. 73 % s'accordent autour de l'idée que « *le moment est venu de donner la priorité à des modes de vie moins portés sur la consommation et moins consommateurs de ressources non renouvelables* », une part qui est toutefois en recul de 3 points par rapport à 2019. Dans le même mouvement, seulement un répondant sur quatre s'oppose à l'idée que l'« *Homme doit s'interdire d'exploiter la nature (la vie végétale et animale) et de l'asservir à ses besoins* ». Les opinions sont plus mitigées concernant les vertus de la concurrence : 38 % sont d'accord avec l'idée que la concurrence à tous les niveaux est un facteur d'efficacité et de progrès, quand 47 % sont de l'avis contraire. Plus nettement encore, 79 % des Français estiment que « *dans la société, il faut privilégier l'entraide plutôt que la concurrence* ». Ces réserves à l'égard de notre modèle de développement s'accompagnent d'un désir d'autonomie, de s'affranchir de la dépendance à l'égard de l'économie, par le recours à l'autoproduction et aux échanges entre particuliers, une perspective à laquelle adhèrent 82 % des répondants, soit 3 points de plus qu'en 2019.

Sur la base des réponses à ces questions, un score a été construit qui mesure l'intensité de la posture favorable au modèle de développement. Il est logiquement négatif à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon. Les caractéristiques socioéconomiques des répondants sont très peu liées au niveau de ce score qui s'inscrit dans une plage de valeur étroite dans l'ensemble des catégories. Des écarts plus significatifs apparaissent cependant selon la sensibilité politique : les plus critiques se situent « à gauche » et « proches des mouvements écologistes », les moins critiques « à droite ». Cause ou effet ? Ce score est négativement corrélé à celui qui mesure le degré de pessimisme des répondants. Il l'est également avec le degré de confiance dans la science et la technologie. Les écarts entre les groupes de la typologie sont eux aussi modestes, mais la radicalité de la critique des « décroissants radicaux » s'oppose à la mollesse de celle des « identitaires sécuritaires ».

— Le rapport au travail et à l'entreprise

La situation professionnelle idéale

Les actifs de l'échantillon ont été interrogés sur ce que, dans l'idéal, ils préféreraient changer au niveau de leur situation professionnelle. 9 choix leur étaient proposés. « *Ne pas changer de métier mais être mieux rémunéré(e)* » se détache nettement, avec 36 % des suffrages, en progression de 2 points par rapport à 2019, ce qui confirme l'importance de la problématique du pouvoir d'achat dans les aspirations des Français. Vient ensuite, loin derrière, « *Ne rien changer à votre situation professionnelle* », à 14 % (-1 point). Si les évolutions sont modestes, certaines sont significatives et confirment d'autres observations sur l'impact de la crise sur le rapport au travail : « *travailler moins* » passe de 7 % à 9 % et « *être indépendant* » de 5 % à 7 %. En revanche, « *changer de métier* » recule de 13 % à 10 %. On notera que « *arrêter de travailler* », retenu par seulement 11 % des répondants (stable), l'a été par 27 % des actifs de 55 à 64 ans (24 % en 2019)...

L'importance accordée au pouvoir d'achat se retrouve dans les réponses données à la question « *Qu'attendez-vous avant tout du travail ?* ». « *Une bonne rémunération* » dépasse de beaucoup les autres réponses possibles, ayant été choisie « en premier » par 37 % des répondants et « en second » par 24 %, soit un total de 61 %. Arrivent ensuite, mais loin derrière, « *de la reconnaissance* » (26 % en cumul des deux choix) et « *qu'il soit en phase avec vos valeurs* » (24 %). Dans un registre proche, « *qu'il soit utile à la société* » recueille 20 %. Alors que la crise sanitaire a été pour beaucoup un moment d'introspection et d'éventuelle remise en cause des choix personnels, les réponses obtenues en 2022 à cette question ne se démarquent pas de manière significative de celles enregistrées en 2019.

Comme en 2019, on observe que l'attente d'une bonne rémunération et de reconnaissance prend une importance croissante avec l'âge. Les jeunes ont mis plus souvent en avant que leurs aînés l'utilité du travail pour la société, mais aussi « *de la stimulation, du challenge* » et « *l'intérêt intellectuel* ». Les membres de la classe créative, eux aussi, ont mis plus souvent en avant l'utilité pour la société et l'intérêt intellectuel mais, plus encore, le fait que leur travail soit en phase avec leurs valeurs qui, avec 31 %, se classe en deuxième position de leurs attendus à l'égard du travail. Les attendus du travail des CSP+ et des CSP- se démarquent assez nettement. Tous deux placent en premier une bonne rémunération, mais son poids est beaucoup plus élevé chez les CSP- que chez les CSP+ (68 % vs 53 %). Ce constat est encore plus net concernant la reconnaissance (respectivement 35 % et 17 %). Comparativement, les CSP+ sont beaucoup plus en attente d'intérêt intellectuel, de stimulation et de challenge et, surtout d'un travail en phase avec leurs valeurs (30 % vs 19 %). Enfin, des écarts importants apparaissent entre les groupes extrêmes de la typologie : le premier attendu des « *décroissants radicaux* » n'est pas une bonne rémunération (34 %) mais un travail en accord avec ses valeurs (48 %). Ils sont également 36 % à avoir mis en avant l'utilité du travail pour la société. A l'opposé, les attendus des « *identitaires sécuritaires* » sont très polarisés sur la rémunération (74 %), puis sur la reconnaissance (34 %). On retrouve des oppositions similaires selon la position des répondants sur l'échiquier politique.

Les aspirations en matière de situation professionnelle ont également été abordées sous l'angle du statut professionnel répondant le mieux aux aspirations. Les répondants actifs ou étudiants avaient à choisir entre une dizaine de statuts. Sans surprise, c'est le statut salarié qui l'emporte, avec 67 % des suffrages. Loin derrière se classe le statut de travailleur indépendant ou *free-lance* (18 %), puis celui de chef d'entreprise (9 %). La préférence pour le statut de salarié progresse avec l'âge. Il n'est que de 57 % parmi les actifs de 18-24 ans, dont 18 % ont opté pour le statut de chef d'entreprise. Le statut de salarié n'est désigné comme celui correspondant le mieux à leurs aspirations que par seulement 48 % des CSP+ (à comparer aux 80 % chez les CSP intermédiaires). 35 % d'entre eux ont mis en avant le statut d'indépendant, et 15 % celui de chef d'entreprise, une appétence pour ces statuts qui s'est renforcée par rapport à 2019.

Au sein de la catégorie « *salarié* », les préférences sont plutôt dispersées. C'est toutefois le statut de salarié de la fonction publique qui se classe en première position, avec seulement 18 % des suffrages (soit autant que le statut de *free-lance*). Ce statut séduit davantage les plus de 35 ans que les jeunes, et bien plus les CSP intermédiaires que les CSP+. Salarié d'une grande entreprise ou d'une PME sont au coude-à-coude (15 % et 13 %), loin devant les autres statuts, salarié d'une start-up fermant la marche avec seulement 2 %. Ces proportions sont grossièrement stables par rapport à 2019. Au sein de la typologie, les « *décroissants radicaux* » se démarquent fortement des répondants des autres groupes, avec

une préférence marquée pour les statuts de salarié d'une entreprise coopérative ou d'une ONG (47 % en cumul des deux contre 11 % à l'échelle de l'ensemble des répondants). Les trois groupes à orientation écologiste partagent une faible appétence pour le statut de salarié dans une grande entreprise, à l'inverse des « modernes ».

L'organisation idéale de la vie économique

Les participants à l'enquête (actifs ou étudiants) ont été invités à choisir entre six propositions décrivant différentes manières d'organiser la vie économique. Les préférences exprimées sont très proches de celles observées en 2019. En tête (malgré un recul de 2 points), une organisation de l'économie articulée autour d'entreprises dont la gouvernance est ouverte à l'ensemble des parties prenantes, recueille 31 % des suffrages. En deuxième position, « *la vie économique est organisée autour de coopératives et d'entreprises autogérées par leurs salariés* » (21 %) partage avec l'organisation précédente d'ouvrir le processus de décision et témoigne de ce désir de faire entendre sa voix déjà relevé plus haut. On notera que la proposition décrivant le mode qui domine aujourd'hui l'organisation de la vie économique ne rassemble que 16 % des préférences. Seulement 13 % des répondants ont choisi « *chacun est un travailleur indépendant qui organise librement son travail mais doit trouver ses clients* ».

L'attrait exercé par la gouvernance ouverte sur les parties prenantes est croissant avec le niveau de diplôme des répondants, alors que la forme coopérative séduit près d'un tiers des personnes se situant « très à gauche » ou « proches de mouvements écologistes ». Au sein de la typologie, les « modérés verts », les « écologistes identitaires » et, plus encore, les « décroissants radicaux » sont sensiblement plus attirés vers les deux formes d'organisation plus participatives. Un tiers des « identitaires sécuritaires » ont placé leur préférence sur le mode d'organisation dominant d'aujourd'hui.

Ce qui est attendu de l'entreprise et du dirigeant

En réponse à la question « *personnellement, en tant qu'actif, qu'attendez-vous de l'entreprise ?* », 79 % (dont 60 % en premier choix) ont choisi « *qu'elle vous permette de gagner votre vie et de subvenir à vos besoins* » (inchangé par rapport à 2019). 44 % ont opté pour « *qu'elle participe à vous rendre heureux* » et 34 % « *qu'elle participe à votre réalisation personnelle* », soit 77 % qui ont mis en avant la contribution de l'entreprise au bien-être personnel. Toutefois, pour un quart des actifs, il est attendu de l'entreprise qu'elle participe au bien commun.

Si l'orientation utilitariste (« *qu'elle vous permette de gagner votre vie et de subvenir à vos besoins* ») est largement dominante dans l'ensemble des tranches d'âge, elle est retenue par une proportion de répondants qui croît sensiblement avec l'âge. Contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, la contribution de l'entreprise au bien-être personnel comme sa participation au bien commun ne sont pas significativement plus prisées chez les jeunes que dans l'ensemble de la population (alors que l'on observait en 2019 que les 25-34 ans étaient beaucoup plus sensibles à cette dimension). Cependant, 35 % des élèves et étudiants ont retenu la participation au bien commun, une préférence qui est également croissante avec le niveau de diplôme. Seuls les deux groupes extrêmes de la typologie s'écartent fortement des préférences moyennes : une majorité de « décroissants radicaux » attendent avant tout de l'entreprise qu'elle participe au bien commun, alors que 92 % des « identitaires sécuritaires » se disent en attente qu'elle participe à leur bien-être personnel.

8 qualités attribuables à un dirigeant d'entreprise ont été présentées aux actifs et étudiants ayant participé à l'enquête qui devaient décider si elles correspondaient ou non à l'idée qu'ils se font de ce qui « *définit un bon dirigeant* ». Comme en 2019, c'est « *il tient compte de l'avis de ses collaborateurs pour prendre ses décisions* », qui arrive en tête, retenu par 51 % des répondants, juste devant « *il est bienveillant à l'égard de ses collaborateurs* ». Ce sont donc deux qualités qui renvoient à ce désir d'être considéré et entendu. Les deux sont en très forte progression par rapport à 2019, respectivement de 8 et de 13 points. Les jeunes (particulièrement les 18-24 ans) sont particulièrement sensibles à ces qualités, mais c'est au sein des tranches d'âge les plus élevées qu'elles enregistrent les plus fortes progressions.

Le rapport à la consommation

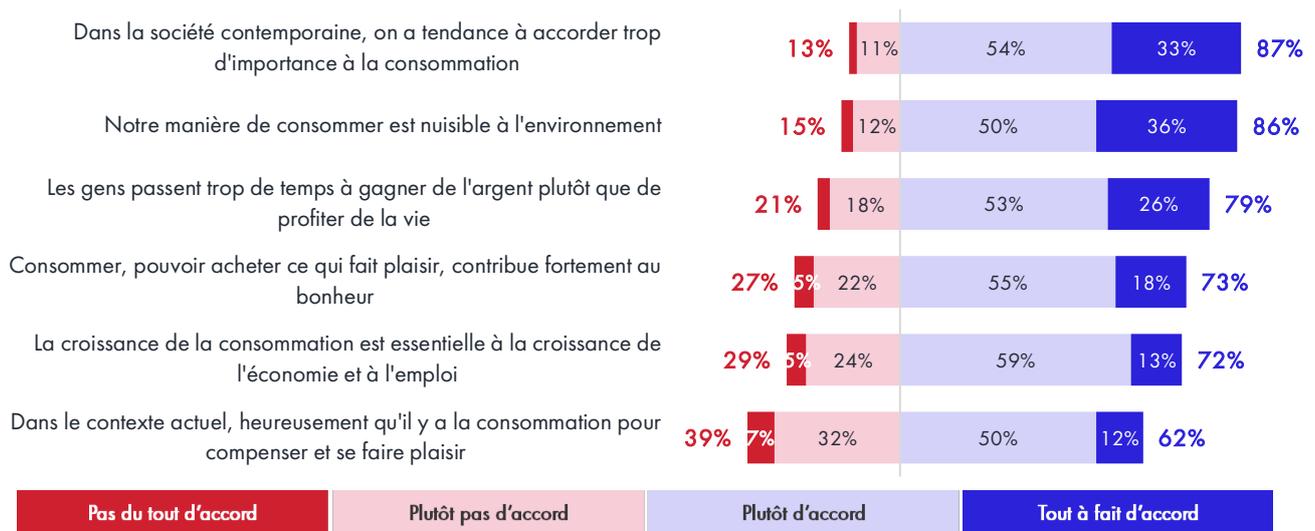
Le rapport à la consommation a d'abord été appréhendé au travers d'un ensemble de propositions visant à recueillir la position des répondants par rapport à la consommation en général, à la place qu'elle occupe dans la société, à ses effets potentiellement néfastes ou bénéfiques, à l'échelle individuelle ou collective.

Les attitudes générales à l'égard de la consommation

On retrouve dans les réponses des Français interrogés en 2022 la même attitude paradoxale à l'égard de la consommation que nous avons observée en 2019. L'idée que notre manière de consommer est nuisible à l'environnement est consensuelle. Mais, dans le même temps, plus de 70 % des répondants s'accordent à considérer que « la croissance de la consommation est essentielle à la croissance de l'économie et de l'emploi ». A 79 % ils jugent que « les gens passent trop de temps à gagner de l'argent plutôt que de profiter de la vie » et à 88 % que « dans la société contemporaine, on a trop tendance à accorder trop d'importance à la consommation ». Mais on compte aussi 61 % de répondants qui pensent que « dans le contexte actuel, heureusement qu'il y a la consommation pour compenser et se faire plaisir » et 73 % que « consommer, pouvoir acheter ce qui fait plaisir, contribue fortement au bonheur ». L'expérience de la déconsommation forcée ne semble donc pas avoir provoqué un mouvement de fond de prise de recul à l'égard de la consommation. Au contraire, ces deux dernières propositions sont en croissance l'une et l'autre de 4 points.

Veillez indiquer si vous êtes d'accord avec chacune des affirmations suivantes

Base totale, n=4000



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

A une échelle plus individuelle, dans quelle mesure les Français sont-ils satisfaits de la manière dont ils consomment ? Les personnes ayant participé à l'enquête ont été invitées à se positionner par rapport à quatre postures relatives à leur consommation. Leurs réponses amènent à nuancer le constat précédent. Seulement 14 % ont choisi « je voudrais pouvoir consommer plus », soit 7 points de moins qu'en 2019. 29 % disent aimer la manière dont ils consomment et ne souhaitent pas changer leurs habitudes. C'est 5 points de mieux qu'en 2019. 38 % affirment vouloir consommer moins mais mieux, en progrès de 3 points. Si on ajoute à ceux-là les 20 % qui ont choisi « je voudrais consommer autant mais mieux » (stable), c'est donc 58 % des Français interrogés qui aspirent à consommer mieux, une proportion qui progresse de trois points.

En compilant les réponses à ces questions, nous avons construit un score qui mesure d'une manière synthétique le rapport du répondant à la consommation. Ce score est corrélé à celui mesurant la posture à l'égard du modèle de développement. Sa valeur moyenne calculée sur l'ensemble de l'échantillon est identique à celle calculée en 2019, les

tendances contradictoires ayant donc tendance à se neutraliser. La fréquence des postures critiques à l'égard de la consommation tend à reculer avec l'âge. Par exemple, près d'un jeune de moins de 35 ans sur 2 aspire à consommer moins mais mieux. Cette proportion n'est que de 1 sur 4 parmi les 65-75 ans. Les réserves à l'égard de la consommation tendent à croître avec le niveau de diplôme. Ce score ne varie que faiblement avec le niveau de vie et de niveau de la contrainte budgétaire. Il est en revanche très sensible au positionnement politique des répondants, les plus critiques se situant « très à gauche » et « proches des mouvements écologistes », les moins critiques « à droite » et « très à droite ». Au sein de la typologie, comme attendu, ce sont les « décroissants radicaux » qui se montrent, et de loin, les plus critiques à l'égard de la consommation, alors que les « modernes » et les « identitaires sécuritaires » affichent une posture moyenne nettement plus favorable que le reste des répondants. Ainsi, 57 % des « décroissants radicaux » aspirent à consommer moins mais mieux, pour seulement 17 % des « identitaires sécuritaires », dont 42 % se montrent satisfaits de leur manière de consommer et ne souhaitent pas changer leurs habitudes.

L'affectation d'un budget discrétionnaire

Afin d'appréhender les aspirations des personnes interrogées en matière de consommation, ou d'identifier les postes où se concentrent les restrictions de consommation, nous les avons placées devant un scénario dans lequel elles se voyaient bénéficier d'une rentrée d'argent inattendue correspondant à six mois de revenu du foyer. Elles étaient invitées à indiquer les trois postes budgétaires (sur un total de dix-neuf) auxquels elles consacraient de manière prioritaire cette ressource.

Les réponses obtenues en 2022 ne se distinguent qu'à la marge de celles observées en 2019. Un trio de tête se distingue parmi les postes budgétaires proposés. Assez loin devant se trouve l'épargne, le remboursement des crédits ou de dettes avec 57 % de citations dont 31 % en premier choix, un score quasiment identique à celui de 2019. Par un effet de cycle de vie, cette part atteint les deux tiers parmi les 25-44 ans. Par contre, elle ne varie pas significativement avec le niveau de vie ou l'intensité de la contrainte budgétaire ce qui rend compte d'un désir largement répandu d'assainir et/ou de conforter sa situation financière, un point à rapprocher du niveau général d'incertitude et de pessimisme.

Viennent ensuite les vacances et les voyages, avec 50 % mais seulement 17 % en premier choix. Cette part progresse avec le niveau de diplôme et le niveau de vie, mais diminue avec l'intensité de la contrainte budgétaire, jusqu'à tomber à 31 % parmi les répondants les plus contraints (qui compensent par une surpondération des dépenses en rapport avec les biens durables : automobile, mobilier, appareils électroménagers...).

Les travaux dans le logement sont en troisième position, avec 38 % (dont 16 % en premier choix), en croissance de 3 points par rapport à 2019, confirmant l'effet de la crise sanitaire sur l'investissement des Français dans leur logement. Là aussi, un effet de cycle de vie est à l'œuvre, avec une surpondération de ce poste budgétaire chez les répondants de plus de 55 ans. La disposition à investir dans son logement étant très liée au statut d'occupation (propriétaire ou locataire) ainsi qu'au type de logement (appartement vs maison, taille du logement), on observe un modeste effet de revenu et un effet géographique beaucoup plus marqué, les habitants des grands pôles urbains (et, parmi eux, plus encore ceux des villes centres des grandes métropoles) ayant été proportionnellement moins nombreux à avoir privilégié ce poste budgétaire que les habitants des couronnes périurbaines et des communes isolées.

Ensuite, l'automobile et les loisirs et sorties rassemblent chacun 25 % des répondants. Les loisirs et sorties sont particulièrement prisés par les jeunes, l'automobile par les répondants d'âges intermédiaires, mais aussi par les chômeurs et les répondants se disant « gilets jaunes ».

C'est en queue de tableau que l'on trouve l'ensemble des dépenses relatives à l'acquisition de biens matériels, ce qui témoigne en creux d'une perte d'appétence pour ce type de consommation, au profit d'une consommation d'expériences (les voyages, les sorties, les loisirs).

Les attitudes à l'égard de l'automobile et de l'hypermarché

Afin de compléter l'appréhension du rapport des Français à la consommation, nous avons demandé aux personnes ayant participé à l'enquête de noter entre -5 et +5 deux mots désignant des emblèmes de la société de consommation – l'automobile et l'hypermarché – selon la mesure dans laquelle ces mots se montraient en phase avec leur vision d'un monde idéal.

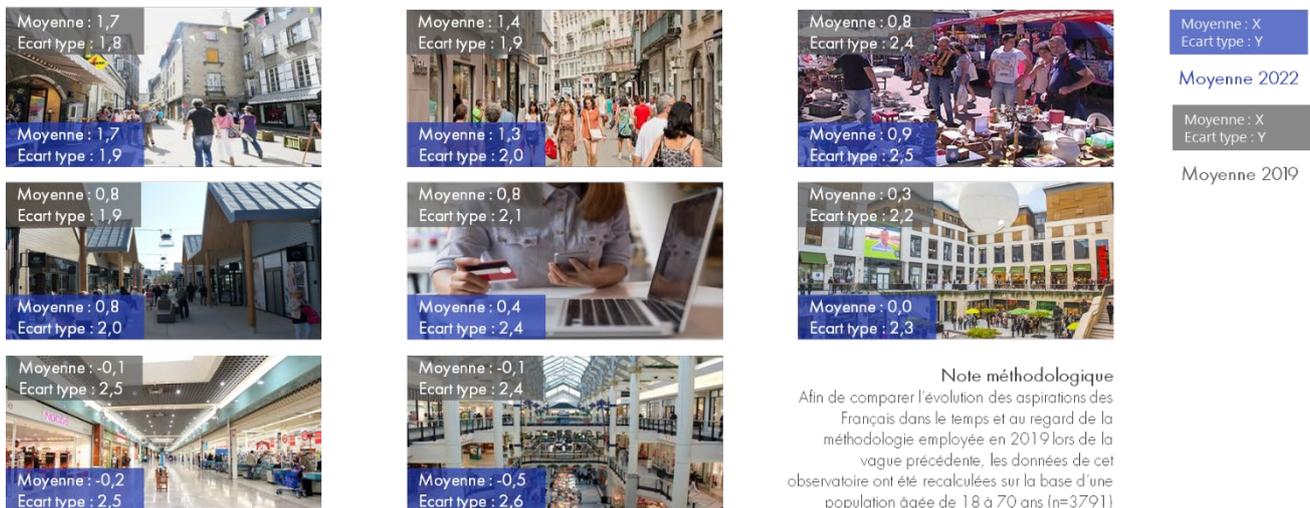
Les deux mots sont associés à une évaluation moyenne positive (respectivement +0,6 et +0,4) et tous deux comptent à la fois peu de supporters (notes supérieures ou égales à +3) et peu de détracteurs (notes inférieures ou égales à -3). Si « Automobile » perd 1 dixième par rapport à 2019, « Hypermarché » en gagne 2. L'évaluation de ces deux mots se dégrade avec l'élévation du niveau de diplôme, « Hypermarché » plus fortement que « Automobile ». Les CSP+ ont donné une moyenne négative à « Hypermarché » (-0,1) alors que les CSP- l'ont crédité d'une moyenne à +0,7. Les répondants positionnés « très à gauche » et « proches de mouvements écologistes » ont fourni les évaluations les plus sévères de ces mots, à l'inverse de ceux situés « à droite ». Logiquement, l'évaluation de ces deux mots est très corrélée à la valeur du score d'attitude à l'égard de la consommation. Au sein de la typologie, un net clivage est visible entre les trois groupes orientés vers l'utopie *écologique* (les « décroissants radicaux », les « modérés verts » et les « identitaires écologiques ») et les trois autres.

La vision du commerce idéal

Enfin, un dernier angle d'approche des idéaux en matière de consommation a consisté à faire réagir les interviewés à un ensemble de huit photos représentant différents types de polarités commerciales. Chacune de ces photos devait être notée de -5 à +5 « selon qu'elle se rapproche plus ou moins de l'idée que vous vous faites du commerce idéal pour vos achats de vêtements, d'équipement pour la maison ou pour les loisirs, de produits culturels... ».

La hiérarchie des évaluations est identique à celle observée en 2019. Les deux visuels qui se détachent positivement sont ceux qui représentent des rues commerçantes en centre-ville, celui donnant à voir ce qui paraît être une rue commerçante de petite ville étant mieux noté encore (+1,7) que celui montrant le centre d'une grande ville. On retrouve là, de manière indirecte, l'expression d'une appétence pour l'authenticité, l'ancrage dans le temps et l'espace, voire d'une forme de nostalgie.

Ces deux représentations du commerce idéal arrivent en tête des classements de l'ensemble des groupes de la typologie, à l'exception des « décroissants radicaux » qui se montrent nettement moins enthousiastes à l'égard de la rue commerçante de la grande ville. Plus généralement, elles sont très bien évaluées dans quasiment l'ensemble des composantes de la population. L'attraction qu'elle exerce est croissante avec l'âge (en particulier pour le commerce dans le centre d'une petite ville). Les répondants associés au plus fort niveau de ressenti de la contrainte budgétaire ont donné une évaluation beaucoup plus modérée de l'espace commercial du centre de la grande ville, posture que l'on retrouve également parmi les répondants positionnés politiquement « très à gauche ».



Les deux seules photos ayant suscité une évaluation moyenne négative (-0,1) ont en commun de représenter un centre commercial (une galerie marchande de grande surface alimentaire, et un grand centre commercial). Le contraste avec l'accueil réservé aux visuels de centres villes témoigne d'une rupture à l'égard de l'approche « moderne » du commerce. Les deux visuels voient leur moyenne se dégrader par rapport à 2019, en particulier celui du grand centre commercial

dont la moyenne passe de -0,1 à -0,5. On notera cependant que les jeunes (et particulièrement les élèves et étudiants) se montrent dans l'ensemble moins sévères que leurs aînés, de même que les habitants de l'agglomération parisienne. Ces visuels sont manifestement très éloignés de la représentation du commerce idéal que se font les personnes politiquement « très à gauche » ou « proches des mouvements écologistes » (moyennes proches de -2), alors que les répondants situés « à droite » ou ne se reconnaissant dans aucune tendance les accueillent plus favorablement que la moyenne. Sans surprise, les notes sont très fortement corrélées aux scores de posture critique à l'égard du modèle de développement et d'attitude à l'égard de la consommation. Logiquement, ces représentations du commerce idéal sont particulièrement rejetées par les 3 groupes de la typologie orientés vers l'utopie écologique, les « décroissants radicaux » en premier lieu (moyennes autour de -3). Les « identitaires sécuritaires » et, plus encore, les « modernes » ont crédité ces visuels d'une moyenne positive.

— Le rapport au temps

Le rapport au temps des Français a été évalué selon trois angles complémentaires. Le premier a consisté à mesurer la manière dont ils évaluent la vitesse à laquelle change le monde et leur ressenti quant à leur capacité à suivre. Le deuxième a abordé la question du temps de travail ; les répondants ont été invités à exprimer quelle serait selon eux la durée du travail idéale, à l'échelle du pays (durée légale) et à titre personnel. Enfin, le troisième visait à appréhender les aspirations en matière d'usage du temps disponible.

L'évaluation du rythme du changement

Une part importante des Français interrogés font montre d'un certain malaise à l'égard de la vitesse à laquelle change le monde. Ainsi, ils sont 68 % à reconnaître avoir « *le sentiment que le monde autour [d'eux] change trop vite* » et 43 % à admettre avoir du mal à s'adapter à cette vitesse. Ces pourcentages sont en progression -respectivement de 3 et 4 points- par rapport à 2019. Notons cependant, que 28 % trouvent que « *la vitesse à laquelle tout change à notre époque est enthousiasmante* » (-4 points par rapport à 2019). Il a été demandé aux personnes ayant participé à l'enquête de se positionner sur une échelle allant de -5 à +5 selon la manière dont elles évaluent le rythme de vie dans la société contemporaine (de « beaucoup trop lent » à « beaucoup trop rapide »). Avec une moyenne à +1,6, la balance penche clairement du côté du « trop rapide ». Cette moyenne est en progression par rapport à 2019 (+1,4). 32 % ont choisi une note supérieure ou égale à +3 (3 points de plus qu'en 2019). En réaction, sans doute, 58 % des personnes interrogées déclarent aspirer à ralentir dans leur vie quotidienne. Accessoirement, relevons que le mot « Vitesse » est évalué en moyenne négativement et que cette évaluation s'est dégradée depuis 2019.

Sur la base des réponses à ces questions, nous avons construit un score qui mesure de manière synthétique le rapport des répondants au changement et au rythme de vie. Ce score révèle un clivage entre les moins de 45 ans (et plus spécifiquement les 18-24 ans) et leurs aînés qui expriment plus fréquemment ce sentiment de malaise. Le rapport au changement tend à s'améliorer avec le niveau de diplôme mais se dégrade avec l'intensité du ressenti de la contrainte budgétaire. Les personnes se déclarant « gilets jaunes » affichent un score moyen significativement plus élevé que le reste de la population. Ce sont les personnes se plaçant politiquement au « centre » qui se montrent en moyenne les moins mal à l'aise et celles qui disent ne se reconnaître dans aucune tendance politiques qui le sont le plus. On ne s'étonnera sans doute pas de la forte corrélation entre ce score et celui mesurant le degré de pessimisme des répondants. Notre typologie se révèle peu discriminante par rapport à ce point. Les « identitaires écologistes » et les « décroissants radicaux » partagent d'afficher les plus fortes valeurs moyennes de ce score.

Le temps de travail idéal

Quelle devrait être la durée légale de la semaine de travail en France ? Les opinions sur ce point des Français interrogés sont plutôt hétérogènes, voire divergentes. Seul un tiers d'entre eux (34 %) pensent que les 35 heures sont la durée légale idéale. 20 % estiment qu'elle devrait être supérieure à 35 heures (40 ou 45 heures) et 25 % inférieure à 35 heures. Relevons que 15 % des répondants estiment que ce n'est pas à la loi de fixer la durée du travail. Par rapport à 2019, on observe un déplacement vers le bas de l'échelle : la part des répondants estimant que la durée légale du travail

devrait être inférieure à 35 heures a progressé de 6 points, pendant que la part de ceux qui la situent au-delà de 35 heures reculait de 3 points.

Les positions des seuls actifs, non plus sur la durée légale de la semaine de travail mais sur le temps de travail hebdomadaire qu'ils considèrent comme idéal pour eux-mêmes, sont elles aussi dispersées mais finalement plus nettement clivées. Là aussi, seulement un tiers considèrent les 35 heures comme étant leur durée idéale. 26 % la pensent au-dessus (dont 19 % à 40 heures), quand 40 % expriment un idéal sous les 35 heures (dont 26 % à 30 heures).

Pour la durée légale comme pour la durée de travail personnelle, les durées élevées sont sensiblement plus fréquentes chez les hommes que chez les femmes. La préférence pour des durées courtes décroît avec l'âge. Par exemple environ un jeune actif de 18 à 24 ans sur deux situe sa durée de travail idéale à moins de 35 heures contre 29 % des 55-64 ans. C'est aussi le cas de 51 % des actifs appartenant à la classe créative. La question du temps de travail est très clivante sur le plan politique. Plus de 60 % des actifs situés « très à gauche » ou « proches de mouvements écologistes » aspirent à une durée hebdomadaire de travail inférieure à 35 heures contre seulement un tiers de ceux se positionnant « à droite ». Le temps de travail idéal pour soi est corrélé au score mesurant le rapport au changement et au rythme de vie : plus ce rapport est tendu, plus est fréquente l'aspiration à travailler moins longtemps. Mais, plus encore, ce temps de travail idéal est très fortement lié aux attitudes à l'égard de la consommation, les répondants les plus favorables à la consommation sont en moyenne ceux qui sont les plus disposés à des temps de travail élevés. Au sein de la typologie, les trois groupes orientés vers l'utopie écologique sont plus fréquemment favorables à une durée du travail inférieure à 35 heures, à l'inverse des « modernes » et des deux groupes à orientation sécuritaire.

Nous avons donc 40 % des actifs qui situent leur durée de la semaine de travail idéale à moins de 35 heures. Mais dans quelle mesure seraient-ils disposés pour cela à subir une diminution de leurs revenus ? 60 % déclarent qu'ils n'accepteraient aucune diminution de leurs revenus. C'est beaucoup, mais c'est 8 points de moins qu'en 2019, confirmant une tendance à davantage valoriser le temps libre depuis l'expérience de la crise sanitaire. Même si cette proportion est majoritaire dans toutes les tranches d'âge, elle augmente régulièrement d'une tranche à l'autre. La disposition à accepter une baisse de revenu en contrepartie d'une réduction du temps de travail est logiquement croissante avec le niveau de vie du ménage et décroissante avec l'intensité du ressenti de la contrainte budgétaire. Elle est aussi liée au système de valeurs des répondants. Ceux à orientation matérialiste, déjà sensiblement moins nombreux que la moyenne à aspirer à travailler moins longtemps, ne sont qu'à 22 % disposés à accepter en contrepartie une diminution de leurs revenus, à l'opposé de ceux orientés vers la sociabilité et la solidarité (56 %). Sur le plan politique, le refus de la baisse de revenu est également très fort parmi les partisans d'une réduction de la durée du travail – les répondants situés « très à gauche » et « proches des mouvements écologistes » - mais ils sont rejoints ici par les personnes se déclarant « très à droite ».

Les aspirations en matière de temps disponible

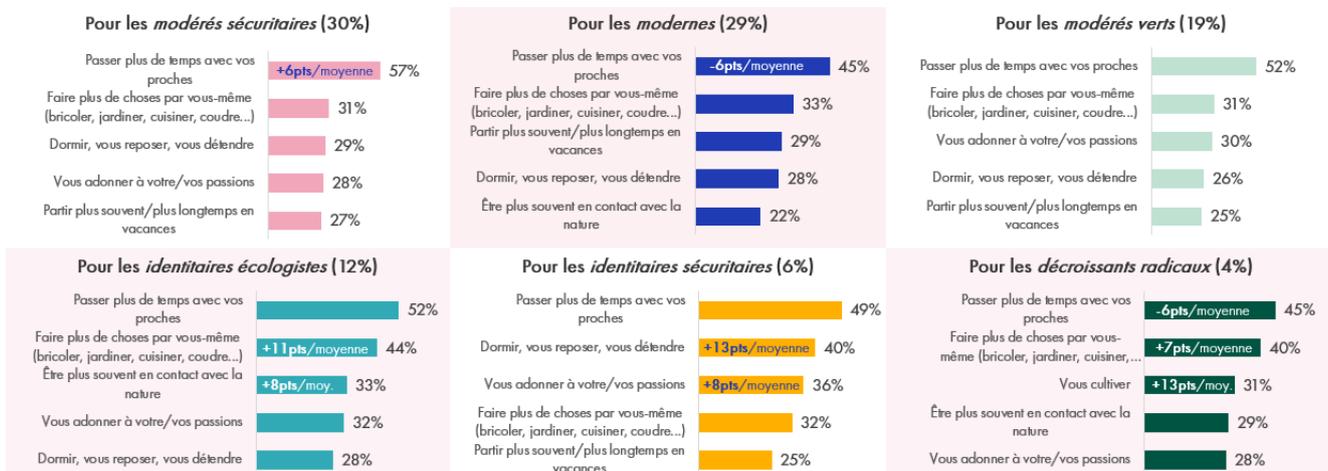
Pour quelles activités les Français mettraient-ils à profit un surcroît de temps disponible ? Afin d'appréhender cette question, nous avons placé les personnes ayant participé à l'enquête devant un scénario dans lequel, subitement, les journées se mettraient à durer 26 heures et les semaines comporteraient 8 jours. Ils pouvaient choisir jusqu'à trois usages possibles de ce supplément de temps disponible (parmi les 16 qui leur étaient proposés).

Les réponses sont dispersées, mais « *passer plus de temps avec ses proches* » réunit (en cumul des trois choix possibles) 51 % des répondants (inchangé par rapport à 2019). Logiquement, ce chiffre est encore plus élevé parmi les personnes ayant des enfants, ainsi que chez les 65-75 ans. En deuxième position : « *faire plus de choses par soi-même* », retenu par 33 % des répondants (+1 point), confirmant le goût des Français pour le « faire ». Les deux usages du temps suivants ne rassemblent qu'un peu moins de 30 % des répondants : « *dormir, se reposer, de détendre* » (29 %), et « *s'adonner à sa/ses passions* » (28 %). Tous deux sont en progression par rapport à 2019 (respectivement +3 et +2 points). 4 autres catégories d'activités dépassent le seuil des 20 % : « *être plus souvent en contact avec la nature* » (25 %, +1 point), « *partir plus souvent/plus longtemps en vacances* » (26 %, +1 point), « *passer plus de temps à faire du sport, à s'occuper de son corps* » (21 %, +2 points) et « *sortir plus souvent (cinéma, restaurant, cafés, balades...)* » (20 %, + 2 points). On remarquera que l'ensemble de ces activités partagent d'être centrées sur la personne du répondant ou le cercle de ses

proches, et comportent souvent une dimension expérientielle. Des activités telles que « s'engager pour une cause, aider les autres » (11 %), « s'investir dans la vie associative » (9 %), « s'impliquer dans la vie politique » (3 %) ou « s'impliquer dans la vie de son quartier » (4 %) n'ont été retenues que par une proportion limitée de répondants (particulièrement en premier choix). Par ailleurs, toutes sont en recul (modéré) par rapport à 2019. Le contraste est fort avec les postures annoncées concernant le désir d'investissement dans la vie publique (voir plus haut). On retiendra que les répondants se déclarant « gilets jaunes » et ayant participé à la mobilisation témoignent d'une plus forte propension que les autres répondants à déclarer investir une partie de ce supplément de temps disponible dans les activités associatives ou l'implication dans la vie publique.

« Si les journées faisaient 26 heures et les semaines 8 jours, quels usages feriez-vous en priorité de ce nouveau temps disponible ? »

Base totale, sous-échantillon en 2, n=2001



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France Le Lab, février 2022

Les vacances idéales

Enfin, dix visuels représentant des types de vacances contrastés ont été proposés à l'évaluation des répondants qui devaient les noter de -5 à +5 selon la mesure dans laquelle ils s'approchaient de leur conception des vacances idéales. Les préférences exprimées font apparaître une hiérarchie très marquée.

Deux visuels se détachent nettement qui confortent les diagnostics formulés plus haut. Tout d'abord le visuel représentant un groupe d'amis réunis autour d'un barbecue, crédité d'une moyenne à +2,7, de 60 % de supporteurs pour seulement 2 % de détracteurs. Il s'agit donc d'une vision consensuelle des vacances idéales, qui souligne l'appétence pour le lien avec ses proches. La part des supporteurs s'élève même jusqu'à 70 % pour les élèves et étudiants, chez les « gilets jaunes » actifs et chez nos « identitaires écologistes » ; elle atteint même 75 % auprès des personnes associées à un faible score de pessimisme.



Très près derrière vient le visuel du transat planté sur une plage déserte. Il enregistre une moyenne de +2,5, avec 57 % de supporters et 4 % de détracteurs. A noter une légère baisse de l'évaluation de ce visuel par rapport à 2019, alors que s'est améliorée celle relative au visuel précédent, ce qui a conduit à l'inversion de leur rang dans la hiérarchie des préférences. Cette vision des vacances que l'on pourrait qualifier de « classique », qui est, elle aussi, relativement consensuelle, est particulièrement appréciée des élèves et étudiants, des CSP-, des « gilets jaunes » actifs, des répondants associés à un système de valeurs matérialiste, ainsi que de ceux affichant une posture relativement positive à l'égard du modèle de développement et de la consommation.

En troisième position sur le podium, le visuel montrant une famille en balade à vélo dans un cadre naturel, avec une moyenne à +2,3 (en recul de 2 dixièmes par rapport à 2019), 52 % de supporters pour 5 % de détracteurs. Il y a là une autre manifestation de cette appétence pour le lien avec les proches. Cette approche des vacances idéales est plus particulièrement prisée par les personnes vivant en couple avec des enfants, mais aussi par les plus de 55 ans. Elle est également très bien évaluée par les personnes exprimant un malaise par rapport au changement et au rythme de vie. Elle est même plébiscitée (70 % de supporters) parmi les personnes qui se disent proches des mouvements écologistes (alors que celles qui se situent « très à gauche » se montrent relativement réservées), ce que l'on retrouve au travers d'une proportion élevée de supporters parmi les « écologistes identitaires ».

Les deux visuels qui se classent ensuite, bien que bénéficiant d'une moyenne largement positive, sont déjà moins consensuels : la randonnée en solitaire (+1,4, inchangé) et le camping-car isolé dans un paysage apparemment étranger (+1,4, +1 dixième). On est tenté de voir dans ces deux approches de vacances idéales, qui partagent de mettre en scène à la fois l'itinérance et le lien avec la nature, une appétence pour l'autonomie, voire le recentrage sur soi. Si ces visuels ne parviennent pas à réunir une majorité de supporters (un peu moins de 40 %), ils ne rencontrent que peu de détracteurs (9 %). L'appétence pour ce type de vacances est plus forte chez les personnes déclarant une pratique religieuse importante ainsi que chez celles « proches des mouvements écologiques ». On compte une majorité de supporters des vacances en camping-car parmi les personnes se déclarant « gilets jaunes ». Au sein de la typologie, ces deux visuels ont été particulièrement appréciés par les « écologistes identitaires ».

Un seul autre visuel bénéficie d'une moyenne positive : celui représentant des vacances à vocation humanitaire dans un village africain. La moyenne, à +0,3, est en recul de deux dixièmes par rapport à 2019. La proportion de supporters tombe ici à 21 %, alors que celle de ses détracteurs se monte à 17 %. Les femmes se montrent beaucoup plus sensibles à ce visuel que les hommes. Les 35-54 ans sont réservés. Ici aussi, les personnes ayant une pratique religieuse importante se distinguent par un plus fort niveau d'adhésion. On compte 41 % de supporters parmi les personnes « proches des mouvements écologistes » mais seulement 8 % parmi celles qui se situent « très à droite » parmi lesquelles figurent 47 % de détracteurs. Au sein de la typologie, un très fort contraste oppose les « décroissants radicaux » et les « modérés verts », qui témoignent d'une appétence importante pour cette approche des vacances idéales, aux « identitaires sécuritaires » qui lui ont attribué une moyenne négative (-1,8) et qui comptent 51 % de détracteurs.

Les 4 visuels restants affichent une moyenne négative. Ils figurent des types de vacances très différents : vacances à thème pour deux d'entre elles (pratique du yoga ou de la méditation, pratique du chant), tourisme de masse dans une destination exotique, club de vacances. Elles partagent cependant d'avoir subi une dégradation significative de leur note moyenne (entre 3 et 5 dixièmes) accompagnée d'une baisse de la proportion de supporteurs et, plus encore, d'une augmentation de celle des détracteurs. Le degré d'appétence pour le club de vacances est corrélé au niveau de capital économique et culturel des répondants (8 % de supporteurs parmi les CSP+, 27 % parmi les CSP-). C'est parmi les « modernes » que ce type de vacances est le plus apprécié. Les positions par rapport au scénario de tourisme de masse en territoire exotique sont peu liées aux caractéristiques des répondants appréhendées dans l'enquête. Les vacances « yoga » séduisent davantage les femmes ; les vacances « chorale » davantage les plus de 55 ans. Pour les deux, l'appétence est croissante avec l'intensité de la pratique religieuse et décroît avec la CSP. C'est parmi les « identitaires sécuritaires » que l'on observe la plus forte proportion de détracteurs pour chacun de ces deux modèles de vacances.

— Le rapport au cadre de vie

Les personnes ayant participé à l'enquête ont été conviées à sélectionner parmi 10 items les deux qu'elles privilégieraient si elles pouvaient choisir librement leur lieu de vie.

Deux items se détachent. « *la proximité de la famille et des amis* » a été retenu par 41 % des répondants (en cumul des deux choix), en progression de 4 points par rapport à 2019, « *Le contact avec la nature* » par 40 %, en progression de 3 points. La proximité des proches est survalorisée par les femmes. La recherche du contact avec la nature est plus fréquente dans les tranches d'âge intermédiaires, parmi les habitants des couronnes périurbaines et des communes isolées, les personnes se situant « proches de mouvements écologistes » et la propension à mettre en avant ce facteur est croissante avec l'intensité de la posture critique à l'égard du modèle de développement ainsi qu'à l'égard de la consommation. On ne s'étonne pas d'observer qu'il a été plus fréquemment mis en avant par les trois groupes de la typologie orientés vers l'utopie *écologique*.

« *Le sentiment de sécurité* », qui se classe en troisième position avec 33 %, est lui aussi en progression (+4 points). La proportion de répondants l'ayant retenu diminue avec le niveau de diplôme et est plus faible parmi les CSP+. Il n'a été retenu que par 18 % des « gilets jaunes » actifs. Le lien à la sensibilité politique est très marqué. La mise en avant de la sécurité ne concerne que moins de 20 % des personnes se positionnant « très à gauche », « à gauche » ou « proches de mouvements écologistes », contre plus de 50 % parmi celles situées « à droite » ou « très à droite » qui en ont fait ainsi leur premier critère de cadre de vie idéal. Cette surpondération se retrouve chez les « identitaires sécuritaires », alors qu'il n'a été retenu que par 5 % des « décroissants radicaux ».

La progression de ces trois premiers critères a comme contrepartie le recul des deux suivants : « la qualité du quartier, la beauté du lieu » passe de 28 % à 24 %, pendant que « *un environnement peu pollué* » recule de 28 % à 22 %. Les autres critères apparaissent clairement comme des facteurs de second rang.

Une approche complémentaire de l'exploration des idéaux des Français en matière de cadre de vie a consisté à proposer aux répondants de noter neuf visuels représentant des villes ou des morceaux de ville, présentés comme des « *types de cadres de vie que l'on peut imaginer pour le futur* ». Une note de -5 à +5 était demandée pour chaque visuel selon « *dans quelle mesure vous aimeriez y vivre* ». Les visuels présentés ci-dessous comportent à la fois des villes du futur totalement imaginaires et des représentations d'espaces urbains existants.

Deux visuels se détachent nettement de tous les autres. Tout d'abord celui représentant la place d'un village traditionnel, avec terrasse de café et maisons à colombages. Sa moyenne, à +2,0, a gagné un dixième par rapport à 2019, et compte 44 % de supporteurs. L'appétence pour ce modèle de cadre de vie traverse toutes les couches de la population. Elle est cependant nettement croissante avec l'âge, mais aussi avec la taille de l'agglomération de résidence. Elle recule légèrement avec le niveau de diplôme et est plus faible en moyenne parmi les membres de la classe créative. Ce visuel est d'autant plus apprécié que les répondants font montre de pessimisme et témoignent d'un malaise à l'égard du changement et du rythme de vie. Dans aucun groupe de la typologie, cette approche du cadre de vie idéal ne réunit plus de 5 % de détracteurs et la proportion de supporteurs n'est jamais nulle part inférieure à 40 %. C'est cependant chez les « identitaires écologistes » qu'elle rencontre le plus franc succès avec une moyenne à +2,8 et 62 % de supporteurs.

Assez près derrière se classe le visuel représentant ce qui semble être une petite copropriété, composée de bâtiments de petite hauteur plantés dans un environnement végétalisé suggérant un écoquartier. La présence de personnes donne à cette image une touche de convivialité. Ce visuel est crédité d'une moyenne à +1,7, en recul d'un dixième, et rassemble 40 % de supporters. Cette part de supporters monte jusqu'à 52 % parmi les répondants se disant « proches des mouvements écologistes ». L'appétence pour ce cadre de vie est croissante avec l'intensité de la posture critique à l'égard du modèle de développement. Comme pour le visuel précédent, ce visuel de cadre de vie n'est rejeté significativement par aucun des groupes de la typologie. C'est parmi les « décroissants radicaux » qu'il rencontre le plus fort degré d'adhésion.

Le visuel qui se classe en troisième position montre une maison isolée en pleine campagne, visiblement écoconçue et qui suggère une autonomie énergétique. Notée en moyenne +1,5, elle progresse de 2 dixièmes par rapport à 2019. Avec une moyenne à +0,8, les 18-24 ans se montrent nettement plus réservés que leurs aînés (en particulier les 45-54 ans, à +1,8). Même contraste entre les habitants des villes centres des grandes métropoles et ceux des communes isolées. Les répondants se déclarant « gilets jaunes » sont nettement plus appétents à ce type de cadre de vie (près de 50 % de supporters) que leurs opposants. Une nette relation est observée entre la fréquence de l'appétence pour ce visuel et l'intensité de la contrainte budgétaire, les répondants les plus contraints l'ayant noté en moyenne +2. On retrouve un lien très fort entre l'évaluation de ce cadre de vie et l'intensité de la posture critique à l'égard du modèle de développement, ainsi qu'à l'égard du modèle de consommation. Politiquement, c'est « très à gauche » et « proches des mouvements écologistes » que l'on est le plus séduit, et « à droite » que l'on se montre le plus réservé. Ce modèle de cadre de vie est plébiscité par les « décroissants radicaux » qui comptent dans leurs rangs 64 % de supporters, alors que les « identitaires sécuritaires » ne l'ont noté en moyenne que +0,5.



L'ensemble des visuels qui avaient enregistré une moyenne négative en 2019 voient leur note se dégrader. Il en va ainsi en particulier des visuels qui incarnent des imaginaires de « villes futuristes », y compris celui qui donne à voir un Paris végétalisé parsemé de tours probablement dédiées à de l'agriculture urbaine. Le visuel le plus mal noté (-3,3) est celui qui représente une sorte de lotissement de maisons individuelles avec jardins conçus sur une très grande échelle et sur un mode hyper-rationnel.

— Les dystopies

Pour conclure cette exploration des idéaux et des aspirations des Français, nous avons souhaité nous pencher sur leurs craintes, leurs attitudes par rapport à huit scénarios catastrophes.

Nous leur avons d'abord demandé de noter de 0 à 10 chacun des 8 scénarios qui leur étaient présentés selon leur évaluation du caractère plus ou moins probable de leur réalisation. Les notes moyennes par scénario s'inscrivent dans un étiage allant de 4,7 à 6,5. Le scénario qui apparaît comme le plus probable à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon est « *un monde où le réchauffement climatique a dépassé le 4 degrés* » (6,5). Nous tenons-là un indice supplémentaire du fort niveau de conscience des Français de la gravité de la situation écologique. Cette moyenne n'a cependant pas progressé par rapport à 2019. Assez près derrière, avec une moyenne à 6,3, on trouve « *la prolifération de pandémies graves* », qui connaît logiquement une forte progression par rapport à avant la crise sanitaire (5,2), et « *La multiplication des foyers terroristes à travers le monde* », qui ne recule que d'un dixième en dépit de l'accalmie apparente de la situation sur ce front. On remarquera en passant que « *la prolifération de pandémies graves* » étaient classées en 2019 en avant-dernière position des catastrophes les plus probables...

Le scénario apparaissant le moins probable à l'échelle de l'ensemble des répondants (4,8) est le déclenchement d'une troisième guerre mondiale. Rappelons que le terrain de l'enquête s'est déroulé en février 2022, avant le début de la guerre en Ukraine...

La note moyenne sur l'ensemble des 8 scénarios s'élève à 5,8 (5,7 en 2019) qui tend à confirmer la tonalité pessimiste observée plus haut. La probabilité attachée à la réalisation des scénarios présentés tend à diminuer avec le niveau de diplôme et avec la CSP. A cet égard, les répondants « gilets jaunes » se révèlent collectivement plus pessimistes que la moyenne, en particulier les « gilets jaunes » actifs qui affichent une moyenne à 7,0 et qui ont noté 7,1 « *la multiplication des régimes autoritaires* » (5,9 à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon). La propension au pessimisme est croissante avec l'intensité de la contrainte budgétaire. Les écarts entre les groupes de la typologie sont modestes au plan de la moyenne des notes. Les « identitaires écologistes » (6,4) et les « décroissants écologistes (6,3) sont cependant les groupes les plus anxieux, les premiers en raison notamment d'une surpondération du risque terroriste (7,3), les seconds par une évaluation plus forte du risque d'une crise climatique (8,4) mais aussi de la multiplication des régimes autoritaires (6,9).

Nous avons ensuite demandé aux Français interrogés de désigner, des huit scénarios présentés, celui qui leur semblait personnellement le plus terrifiant. Les réponses sont assez dispersées. C'est « *la troisième guerre mondiale* » qui a été le plus fréquemment retenu (27 %), en progression d'un point par rapport à 2019. Ce scénario se classe en tête dans quasiment la totalité des composantes de la population. Autant dire que le contexte associé à la guerre en Ukraine doit être particulièrement anxiogène. La crise écologique arrive en deuxième position (18 %, en recul d'un point). Là aussi, la variance est assez faible. On note toutefois que les jeunes (en particulier les élèves et étudiants) ont été un peu plus nombreux à retenir ce scénario et que la fréquence de citations est croissante avec le niveau de diplôme. La sensibilité politique retrouve aussi son influence : 30 % des personnes « très à gauche » et 41 % de celles « proches de mouvements écologistes » ont sélectionné ce scénario, contre seulement 11 % de celles « très à droite ». De même, le scénario du réchauffement climatique a été privilégié par 39 % des « décroissants radicaux » et 27 % des « modérés verts », mais par seulement 13 % des « modernes » et 11 % des « identitaires sécuritaires ».

Le scénario catastrophe qui semble le moins effrayer les Français est celui d'« *un effondrement de l'économie qui engendrerait une chute du niveau de vie* », qui n'a été retenu que par 3 % des personnes interrogées.

L'Observatoire des perspectives utopiques

Vague 3

Étude dirigée par Philippe Moati
Avec la collaboration de Guénaëlle Gault | Boris Descarrega | Sébastien Boulonne
Directrice de la publication Guénaëlle Gault
Date de publication Mars 2022

La reproduction à des fins professionnelles, même partielle, par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite sans l'autorisation des Éditions de l'ObSoCo. La reproduction de cette étude et/ou le transfert de fichier à des tiers sont interdits en respect du code de la propriété intellectuelle.

L'ObSoCo, Paris 2022

ISBN 978-2-36823-061-9 | dépôt légal 1^{er} trimestre 2022